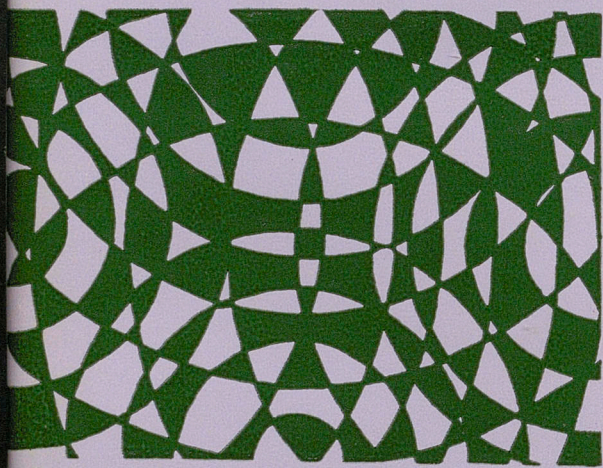


PEUPLE ET CULTURE



bulletin
d'information
nouvelle
série
février 1972
n° 19

26^e assemblée générale
18-19 mars 1972
annecy

sommaire

1	Introduction générale	3
2	fonctionnement et activités	5
1.	LES INSTANCES DIRIGEANTES	6
A	le comité directeur	6
B	le bureau national	7
C	le secrétariat général	8
2.	SERVICES	10
A	généralités	10
B	le service des interventions et de la formation	13
C	le service de l'écrit : les publications ..	46
D	le service des relations internationales.	54
E	le service administration et finances ..	62
F	le centre d'études et de programmation.	64
G	le service des relations extérieures	65
H	les contrats spéciaux avec des services publics	71
I	la formation des animateurs-relais	75

3. LES COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL	80
A commission méthodes	80
B commission lecture	81
C commission musique, activités musicales	82
D groupe de travail université et éducation permanente	86
E groupe de travail enseignement et édu- cation permanente	87
F commission rurale	88
4. LES ASSOCIATIONS REGIONALES	89
5. LE REGROUPEMENT A « QUATRE »	93

3 rapport financier 1969-1971.....	95
---	-----------

introduction générale

Le texte que nous publions ci-dessous est celui du rapport d'activités pour 1970 et 1971 qui fait partie du rapport moral. Ce dernier s'organisera de la manière suivante :

1^{re} partie Situation et problèmes de l'éducation populaire en France en 1970 et 1971, situation et problèmes de Peuple et Culture au sein de l'éducation populaire française pendant cette période. Développement et problèmes internes de Peuple et Culture.

2^e partie Fonctionnement et activités.

3^e partie Perspectives et options d'avenir.

C'est donc la 2^e partie de cet ensemble qui constitue le contenu du présent numéro de notre Bulletin.

La 1^{re} et la 3^e parties, c'est-à-dire les parties proprement « politiques » du rapport moral, feront l'objet d'un envoi ultérieur.

Si nous avons cru devoir scinder en deux le rapport moral en publiant la partie « Fonctionnement et activités » avec le rapport financier, ce n'est pas seulement pour des raisons de convenance (délais de rédactions et d'impression). Nous pensons, en effet, que le rapport d'activités et le rapport financier pourraient faire l'objet à l'Assemblée générale d'une présentation orale fortement résumée et que la lecture des textes intégraux faite préalablement par les adhérents de Peuple et Culture permettra aux participants de poser des questions et de soulever des problèmes.

Les parties « politiques » (situation et perspectives d'avenir) du rapport moral devront par contre faire objet à l'Assemblée générale d'un exposé introductif plus fouillé de la part du Bureau national. Comme ils seront ainsi traités plus abondamment en séance plénière, leur publication imprimée pourra être réservée à un autre envoi qui fera suite sous peu au présent numéro.

Ainsi, avant l'Assemblée générale, les participants auront reçu une très abondante matière imprimée :

- le bulletin n° 18 : motions du Bureau national et projet de réforme des statuts,
- le bulletin n° 19 : rapports d'activités et rapport financier,
- la fiche rééditant le « Manifeste » de 1945,
- la fiche « Pour une réévaluation radicale de la politique culturelle de Peuple et Culture, 1971-1975 » de J. DUMAZEDIER,
- le document « Situation et perspectives », éléments « politiques » du rapport moral.

Cet effort considérable — du point de vue rédactionnel comme du point de vue financier — permettra, nous l'espérons, à tous les membres de Peuple et Culture d'aborder l'Assemblée générale en pleine connaissance des réalités du Mouvement, des problèmes qui se posent à lui, et des choix à faire.

LE BUREAU NATIONAL



fonctionnement et activités

I les instances dirigeantes

A

le comité directeur

Dans sa composition résultant de l'élection du 9 novembre 1969, le Comité directeur, instance suprême du mouvement entre deux Assemblées générales, s'est réuni onze fois, les 14 décembre 1969, 21-22 mars, 12 avril, 29 juin, 20 septembre 1970, et les 21-22 février, 28 février, 10 et 20 juin, 19 décembre 1971 et le 23 janvier 1972.

Une de ces réunions, consacrée à la mise en route du travail de programmation pour 1972, a eu lieu en province au Chambon près de Clermont-Ferrand (juin 1971). A deux reprises, en juin 1970 et en juin 1971, une réunion de Comité directeur de Peuple et Culture a coïncidé avec la réunion plénière des instances dirigeantes des quatre associations du regroupement. Les deux dernières sessions du 19 décembre 1971 et du 23 janvier 1972 ont eu pour principal sujet la préparation de l'Assemblée générale de mars 1972.

Si les réunions du Comité directeur ont été relativement nombreuses et riches par la nature des sujets traités et l'importance des décisions prises, la participation des membres élus reste un sujet de préoccupation. Un certain nombre d'élus n'ont participé à aucune séance ou à une séance seulement.

Deux associations régionales n'avaient pas présenté de candidats au Comité directeur en 1969. Si PEC-Haute-Normandie a

persisté dans cette attitude, PEC-Corrèze, sur invitation du Bureau national s'est fait représenter aux réunions du Comité directeur par des observateurs à partir du 28 février 1971.

Certains des membres de notre Comité d'honneur ont également participé à des séances du Comité directeur.



le bureau national

Elu lui aussi le 9 novembre 1969, le Bureau national s'est réuni de façon régulière tous les mois, sauf pendant les périodes de grandes vacances. Sans faire de l'alternance une règle absolue, le Bureau national a tenu à se réunir le plus souvent possible en province, avec les responsables des associations régionales. Des séances du Bureau national ont ainsi eu lieu dans le Nord (Douai), à Clermont-Ferrand et à Marseille. Une délégation du Bureau national s'est rendue à Tulle pour rencontrer les responsables de PEC-Corrèze.

L'absence de membres provenant de plusieurs associations régionales importantes (Haute-Normandie, Corrèze, Nord) s'est avérée gênante pour la vie du mouvement. L'utilité d'une représentation géographique et sociologique entre ici en conflit avec la sécurité d'une composition homogène du Bureau national, dès lors que sur les orientations et les objectifs des activités de Peuple et Culture, plusieurs tendances nettement séparées existent dans le mouvement. PEC-Nord cependant, à partir de 1971, a pu accepter l'invitation du Bureau et s'est fait représenter par un « observateur ». A titre consultatif, le Directeur des services a participé à toutes les réunions.

Il n'est pas possible dans le cadre d'un rapport moral d'énumérer les principales décisions et les principaux travaux, résultats de quinze réunions. Qu'il me soit permis d'indiquer simplement que l'actuel Bureau National, en fonction pour la plupart de ses membres depuis novembre 1968, a formé une véritable équipe, amicale et solidaire, au sein de laquelle, grâce à une disposition d'esprit commune et à une confiance mutuelle très réelle, les débats et discussions, souvent très animés, ont toujours eu une allure franche et cordiale. Si les membres parisiens ont dû nécessairement fournir une grande partie du travail de préparation et d'élaboration, les membres provinciaux, s'imposant avec beaucoup de régularité des déplacements souvent longs et fatigants, ont fait entendre, à toutes les séances, les voix et les raisons du mouvement qui, dans sa très grande majorité, appartient à la France des provinces et des régions (la région parisienne représente moins du cinquième de nos adhérents). Il n'y a pas au sein du Bureau national, ni majorités ni minorités; toutes les divergences de vue ont trouvé à se résoudre dans des compromis acceptables pour tous. Comme le montrent le rapport financier ainsi que le présent rapport moral, en appliquant les décisions de l'Assemblée générale des 8-9 novembre 1969 et celles du Comité directeur, le Bureau national sortant estime avoir assuré les progrès du mouvement dans une période difficile tout en restant fidèle à nos inspirations profondes.



le secrétariat général

Au cours des deux dernières années, le nombre et l'importance des décisions à prendre dans le cadre des instructions données par le Bureau national, ont amené les membres parisiens du Bureau national à se réunir assez régulièrement tous les quinze

jours pour régler les plus considérables parmi les affaires courantes et préparer les réunions du Bureau.

A ces réunions qui groupèrent en premier lieu, le Président, le Vice-président parisien, le Secrétaire général et le Trésorier, ont été invités chaque fois que le sujet l'exigeait et, en fait, assez régulièrement, les responsables des principaux services. Le Directeur des services y participait naturellement, mais sans voix délibérative.

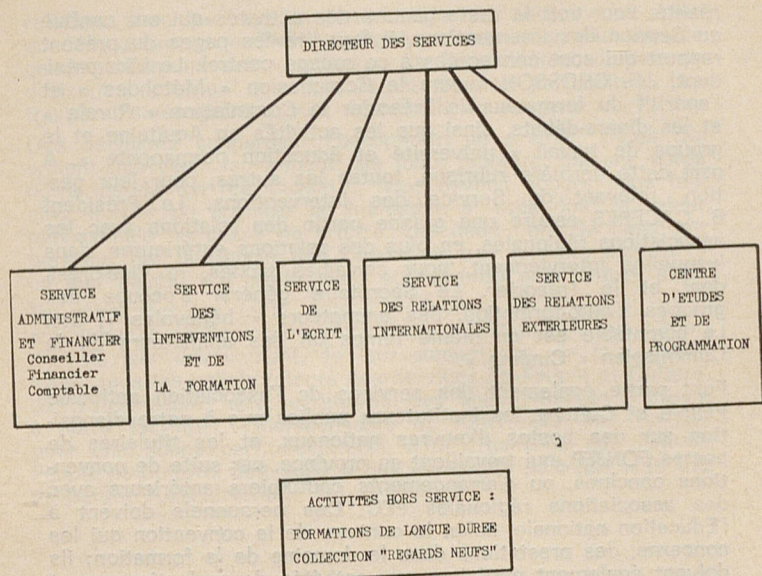
Bien que cette instance ait dû être improvisée, les statuts ne la prévoyant pas, elle s'est avérée à tel point indispensable pour un organisme de la taille de Peuple et Culture en 1972, qu'elle a été introduite « de jure » dans le projet des nouveaux statuts. Il est ainsi démontré qu'à moins de pouvoir compter sur des « provinciaux » susceptibles de se rendre très fréquemment à Paris, un certain nombre de postes de responsabilité dans un mouvement tel que le nôtre, devront continuer à être occupés par des habitants de la région parisienne, siège principal des services de Peuple et Culture, et de la plupart des interlocuteurs auxquels nous avons à faire sur le plan national.



généralités

Les services de Peuple et Culture sont un outil à la disposition du mouvement tout entier. Ils assurent directement les activités nationales; mais leur fonctionnement est aussi une des conditions nécessaires de l'existence des associations régionales. Indispensables, ils sont très insuffisamment pourvus en moyens humains et matériels. Chargés d'organiser directement et d'assurer indirectement la marche d'un mouvement qui est en même temps une entreprise de production (produits « écrits » et « oraux ») et de service, ils doivent fonctionner selon des critères de rationalité et d'efficacité croissantes, tout en développant des modes de vie englobant le travail d'équipe, le militantisme, la camaraderie ou l'amitié. Ces exigences contradictoires forment un cadre idéal dont la réalité doit s'approcher le plus possible, et sans cesse davantage.

Les services de Peuple et Culture, pour la période dont rend compte le présent rapport, s'inscrivent dans le schéma ou organigramme suivant :



Du point de vue des personnes, le poste de Directeur des services a été occupé par Jacques GUENEE, de janvier 1969 à octobre 1971. Depuis lors, J. GUENEE est responsable du secteur « formation de longue durée » et l'intérim de la direction des services est assuré par le Trésorier.

A la tête du Service administratif et financier, se trouve Mme BORKER, le Service des interventions est dirigé par Mlle CHARLOPEAU, celui de l'écrit par Mlle NAHON, les Relations internationales par Marc VIGNAL. Le Service des relations extérieures est directement assuré par le Président B. CACERES ainsi que de la direction de la collection « Regards Neufs ». Joffre DUMAZEDIER, assisté de Hélène DE GISORS, anime le Centre d'études et de programmation.

Cet organigramme ne rend cependant pas compte de toute la

réalité. Pour voir la vaste gamme des activités qui ont conflué au Service des interventions, il faut lire les pages du présent rapport qui sont consacrées à ce rouage central. Le Vice-président, J.F. CHOSSON, anime la Commission « Méthodes » et l'apéritif du formateur, le Trésorier la Commission « Rurale » et les dîners-débats, ainsi que les activités en Aquitaine et le groupe de travail « université et éducation permanente ». A part cette dernière rubrique, toutes les autres, pour leur gestion, relèvent du Service des interventions. Le Président B. CACERES assure une grande partie des relations avec les associations régionales, en plus des relations extérieures, dans lesquelles interviennent, pour certaines tâches, le Vice-président et le Trésorier. Le Secrétaire général s'occupe des groupes d'auto-formation, des animateurs « bénévoles », etc. Le comptable est en même temps un des animateurs de la Commission « Cinéma ».

Font partie également des services de l'association nationale Peuple et Culture, les instituteurs publics mis à notre disposition sur des postes d'œuvres nationaux, et les titulaires de postes FONJEP, qui travaillent en province, par suite de conventions conclues, ou d'arrangements coutumiers antérieurs avec des associations régionales PEC. Ces personnels doivent à l'Education nationale, selon le contenu de la convention qui les concerne, des prestations dans le domaine de la formation; ils doivent également participer aux activités de perfectionnement « nationales ». Dans cette catégorie, figurent également des animateurs dont Peuple et Culture assure la gestion administrative pour le compte d'une organisation ou d'une municipalité amie, dans le cadre, là aussi, d'une convention prévoyant en échange certaines prestations en notre faveur. Si l'on ajoute à ces divers cas de personnels, nos animateurs stagiaires, titulaires d'une bourse du Fonds de la Formation professionnelle. l'on voit combien sont nombreuses, variées et parfois difficiles les situations que gère avec autant de compétence que de dévouement notre responsable du service administratif.

Dans l'immeuble, 27, rue Cassette, siège visible de Peuple et Culture, nous sommes actuellement seuls, si l'on excepte l'association sœur, Culture et Télévision, dont l'activité est fort discrète. L'autre sœur, Culture et Développement, s'est choisie un autre siège en été 1971; son départ achève une évolution vers l'autonomie émanicipée. Il nous posera le problème de nos

relations avec les pays du Tiers-Monde que nous avons abandonnées à Culture et Développement. L'installation d'un service commun Editions des « quatre » se fait attendre, du fait de difficultés internes que connaît un de nos partenaires. Les travaux d'aménagement sont également en suspens.

Des décisions concernant l'occupation du premier étage devraient intervenir rapidement. De toute manière, dix ans après notre installation rue Cassette, nous devons encore nous féliciter d'avoir pu acquérir un immeuble si utile dont la valeur patrimoniale ne cesse de croître. Les deux tiers de l'emprunt consenti par la Caisse des Dépôts et des intérêts ont été à ce jour payés. (Le crédit avait été accordé pour quinze ans.)

En conclusion de cette note introductive au chapitre relatif aux services, le Secrétaire général ne saurait pas ne pas remercier de leur dévouement, de leur compétence, de leur gentillesse, tous les collaborateurs des services de Peuple et Culture, des responsables aux secrétaires, des animateurs de province à notre factotum, l'indispensable M. KERT. Sur eux repose, pour une bonne part, l'existence d'un organisme qui, comme Peuple et Culture, doit obéir à des impératifs et à des objectifs de nature aussi diverse.



service des interventions et de la formation

Les tâches du service des Interventions se répartissent dans 12 secteurs :

- **La Promotion Collective Agricole** (1) : la plupart des sessions sont réalisées par les groupes régionaux. Toutefois la gestion de la subvention accordée par le Ministère de l'Agriculture incombe au service, qui doit par ailleurs établir

les dossiers d'activités et les demandes de subvention, et entretenir des relations suivies avec l'Administration de tutelle.

- **Les Congés Cadres-jeunesse** (1) : les stages bénéficiant de ce financement du Secrétariat d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs, sont effectuées sur un plan régional. Le service centralise les dossiers et gère la somme affectée à ce chapitre.
- **Les Prestations extérieures** couvrent deux sortes d'activités :
 - répondre à la demande d'organismes faisant appel à PEC pour l'animation d'un stage,
 - répondre à la demande de prestations de service relatives à la formation des adultes.

Ce secteur tend à se développer de plus en plus, il est susceptible de prendre une extension importante, en relation avec la loi de juillet 1971.

- **Les sessions nationales et les universités** : leur organisation incombe au service qui travaille alors étroitement avec les responsables de chacune de ces activités.
- **Les sessions du CAPASE.**
- **Les dîners-débats**, dont la partie matérielle est assurée par le service alors que la recherche des conférenciers est assurée par Joseph ROVAN.
- **L'organisation de l'apéritif du formateur**, nouveau style de réunions de courte durée — 1 h 30 — au cours desquelles est faite la relation d'une expérience de formation ou la présentation d'un ouvrage, etc., sous la responsabilité de Jean-François CHOSSON.

Le recyclage des permanents, le secrétariat de la Commission

- (1) La liste des activités de formation donnée ci-dessous ne concerne que les activités régionales bénéficiant d'un financement national (P.C.A. et Congés Cadres-jeunesse). Ne sont pas énumérées toutes les autres activités nombreuses réalisés par chaque groupe régional.

Méthodes, l'organisation des sessions de formation dans le cadre du contrat avec la Mission interministérielle pour l'aménagement de la Côte Aquitaine, les activités liées aux possibilités de voyages offertes par COGEDEP ainsi que le secrétariat de la Commission rurale entrent également dans les tâches du service.

Par ailleurs, le service des Interventions est à la disposition des adhérents et associations pour tous renseignements administratifs sur les opérations de formation entreprises par PEC.

Le service des Interventions ou service de Formation regroupe une partie considérable des activités de Peuple et Culture. Il permet de mesurer l'expansion de notre mouvement puisque, sur les douze secteurs dont s'occupe le service, deux seulement, les universités, et avec une faible extension, les prestations extérieures, existaient avant 1963.

Pour faire face à tant d'obligations, le service, qui devra en 1972 assurer également l'administration des divers contrats avec l'Education nationale, n'est pas suffisamment équipé ni en personnel, ni surtout en matériel de contrôle et d'évaluation. Chacune des activités exige l'entretien d'un fichier dont l'exploitation pourrait être beaucoup mieux assurée que ce n'est le cas actuellement. L'unification des fichiers, sans doute onéreuse au départ, surtout si l'on utilisait du matériel électronique, permettrait sans doute un développement impressionnant des « services après vente », c'est-à-dire du maintien des relations avec une plus grande partie des participants à nos activités de formation et d'information, l'intégration dans le Mouvement d'un plus grand nombre d'entre eux, d'une structuration plus systématique, mieux adaptée aux aspirations des participants, de notre offre de sessions et de stages. Nous nous efforcerons, peut-être en collaboration avec les quatre associations du regroupement, de trouver une solution à ce problème.

La masse considérable et montante des activités d'information et de formation est certes un signe de la santé de notre Mouvement et de la valeur des « produits » que nous pouvons offrir. Mais toute expansion est ambiguë, ou tout au moins ambivalente dans ses effets.

Il nous faut, en effet, veiller à ce que nos sessions et stages dans quelque domaine que ce soit :

- reflètent bien les principes et objectifs que le Mouvement s'est choisis,
- correspondent autant que possible aux grands secteurs de notre programme à moyen terme (programme tri-annuel), et, à l'intérieur de chaque secteur, aux thèmes prioritaires retenus par la programmation,
- restent en cohérence et communication entre eux d'un secteur à l'autre, d'une région à l'autre et d'un groupe de travail à l'autre, afin que l'expérience des uns puisse toujours profiter à tous.

Nous sommes encore loin, sur ces trois points, de fonctionner comme nous le devrions; le Centre d'études et de programmation qui devrait pour une bonne part assurer cette cohérence et cette communication internes, ne remplit encore ces fonctions que d'une manière incomplète, bien que ce service rende déjà des résultats très importants. La création d'un groupement des animateurs et instructeurs nationaux, prévu dans les nouveaux statuts du Mouvement, servira aussi, nous l'espérons, à intensifier les échanges au sein de toutes les structures de Peuple et Culture. Nous nous efforcerons également d'améliorer encore le rendement du CEP, en facilitant une meilleure compréhension entre les divers éléments du Mouvement qui devraient s'y rencontrer.

Nous n'avons pas rencontré de difficultés en 1970 et en 1971 à trouver des candidats pour les bourses de Promotion Culturelle Agricole et pour les bourses Congés Culturels, bien que le nombre de ces dernières mis à notre disposition soit passé de 700 à 900. Des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne les thèmes des sessions de P.C.A.; grâce au redémarrage de la Commission nationale rurale, animée par Raymond MARIET, grâce aussi à l'amélioration des techniques de programmation qui intègrent mieux les préoccupations se faisant jour dans le cadre local, départemental, régional, il y a une plus grande cohérence de ces thèmes avec ceux retenus par la programmation qui met l'accent sur les nouvelles fonctions de l'espace rural et sur la convivance des urbains et des ruraux dans cet espace. La coopération avec de grandes organisations économiques et sociales du monde agricole (C.N.J.A., C.N.C.A., syndicats de salariés agricoles) a fait des progrès notables.

Il en est de même de la session nationale rurale qui a pris le nom de « session inter-régionale de formation d'agents de développement en milieu rural ». Nous souhaitons seulement que son recrutement, essentiellement limité au Sud-Ouest et au Sud-Est, s'étende à d'autres régions de France.

Le contenu et le public des sessions de « Congés Culturels » devrait faire l'objet de nouvelles réflexions. L'absence d'une commission nationale analogue à la commission rurale se fait sentir dans ce domaine. Comme la plupart de ces sessions sont organisées par les associations régionales qui « collent » de très près à la réalité du monde du travail dans leur secteur géographique, le problème est surtout, ici encore, celui d'une cohérence nationale au niveau des grands thèmes du programme commun.

En ce qui concerne les universités d'été de Peuple et Culture, 1970 et 1971 ont vu un développement remarquable de l'université « Méthodes » (Formation intellectuelle et méthodes d'expression) organisée pour la première fois en 1970. Cet ensemble de sessions attire un public nombreux et de qualité, tout en nous procurant des ressources financières supplémentaires non négligeables. L'université d'été traditionnelle sur « La culture et son public » qui s'est déroulée pendant de longues années à Houlgate semble avoir épuisé ses possibilités sous sa forme ancienne. Tout en comprenant des sessions intéressantes qui ont donné satisfaction aux participants et que nous devons continuer à assurer en tant que sessions nationales, l'université proprement dite devra trouver un nouveau souffle.

Il n'a pas été possible en 1970 et 1971 d'organiser comme en 1967, 1968 et 1969, une université d'été autour des problèmes de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement. Cette tradition sera reprise, nous l'espérons, en 1972. En revanche, une nouvelle initiative, née en 1971 — une session nationale et même internationale sur « la bibliothèque, l'école et la société de demain » qui se déroula pour la première fois à Liège, a connu un vrai succès et sera continuée en 1972.

Comme l'université « Méthodes », émanation de la commission « Méthodes », la nouvelle session est le fruit de travail d'un groupe spécialisé, le groupe de travail « Enseignement secondaire et éducation permanente », qui fut lancé en 1971 à la suite d'un dîner-débat sur l'école bloquée avec Suzanne CITRON.

Cet exemple montre comment les différentes structures du Mouvement (dîners-débats, groupes de travail, sessions nationales) sont mises en interdépendances autour d'un même thème inscrit au programme.

Des sessions CAPASE ont été organisées pour la première fois en 1971. Malgré les nombreuses et importantes réserves qu'inspirent à Peuple et Culture le contenu, les objectifs et l'organisation du Certificat d'Aptitude créé par le Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, le Mouvement a estimé qu'il ne devait pas décevoir l'attente de ceux qui désirent préparer le CAPASE dans le cadre de Peuple et Culture. Nous avons organisé en 1971 onze sessions ouvertes à des stagiaires CAPASE dont certaines spécialement créées à cette fin (par exemple « Institutions nationales et internationales » ou « Formation psycho-pédagogique ») que nous aurons sans doute intérêt à maintenir; l'avenir de cette expérience demandera de nouvelles réflexions après les résultats de 1972.

Les dîners-débats, sur un ensemble de 900 noms inscrits au fichier des invités, réunissent régulièrement 7 à 8 fois par an entre 40 et 120 personnes, avec une moyenne de 60. Un noyau de personnalités amies — animateurs, responsables de mouvements, fonctionnaires, enseignants, ingénieurs, syndicalistes, chercheurs et journalistes — s'est constitué au fil des mois, qui s'intéresse plus activement aux thèmes des séances et à leur organisation. Les dîners-débats assurent un rayonnement important aux idées de Peuple et Culture au-delà des milieux où se recrutent généralement nos adhérents. Ils nous apportent le fonctionnement du Club d'études et d'actions pour le développement culturel démocratique que nous voudrions voir se constituer en 1972.

Près de 200 personnes se sont, entre 1970 et 1971, abonnées aux comptes-rendus des dîners-débats que le service Ecrit publie sur la base du texte sténographié. Nous souhaitons que ces documents connaissent une diffusion plus grande, notamment chez nos amis de province, et que nos associations régionales s'engagent à leur tour dans une politique des dîners-débats ou de réunions analogues procurant au Mouvement, à tous ses échelons, une ouverture fort intéressante.

L'apéritif du formateur lancé en 1971 répond à des objectifs

différents. Là, il s'agit en un temps plus resserré, entre 18 h 30 et 20 h, de rendre compte brièvement d'une expérience de formation ayant un caractère d'innovation. Les premières réunions, avec une assistance moyenne de 35 personnes, se sont avérées encourageantes. Là encore, l'on dépasse largement le cadre des adhérents de Peuple et Culture, tout en montrant notre Mouvement à des spécialistes qui sont intéressés par les services que nous pouvons leur offrir.

Le recyclage ou le perfectionnement des permanents fait au contraire partie du travail de notre Mouvement sur lui-même. Nos adhérents, nos militants, nos animateurs — bénévoles ou salariés, à temps partiel ou à temps complet — peuvent évidemment participer à toutes les sessions et à tous les stages du programme et ils ne s'en privent pas. Il est cependant nécessaire — et les souhaits des intéressés vont dans ce sens — de procurer aux différents collaborateurs du Mouvement des possibilités de perfectionnement spécifique.

En 1970, a aussi débuté une série de sessions destinées avant tout à nos permanents. Avec l'aide du Fond national de la Formation professionnelle qui nous a conventionnés par l'intermédiaire du G.E.R.E.A., nous avons poursuivi cette action en 1971 et nous allons continuer à le faire en 1972. En application de la loi de 1971 sur la formation professionnelle, d'autres activités de perfectionnement, notamment sur le plan des langues étrangères, seront offertes aux permanents de Peuple et Culture et des associations amies.

Pour les animateurs et instructeurs non permanents, la participation à ces activités est généralement possible. Pour eux, en outre, il a été mis sur pied le système des groupes d'auto-formation qui est décrit plus en détail au chapitre du présent rapport consacré aux contrats (voir plus loin, p. 75).

1. PROMOTION COLLECTIVE AGRICOLE

1970

GROUPE	THEME	DATES	NOMBRE DE JOURS	NOMBRE DE STAGIAIRES	NOMBRE DE JOURNEES- STAGIAIRES
Haute-Normandie	Université d'hiver	11 nov., 1 ^{er} -6 déc. 1969, 21 janv. 1970	7	8	56
Midi-Pyrénées	Animation des activités de loisir	9-14 février	6	10	60
Limousin	La condition paysanne en Limousin	22 et 29 janv., 5, 12 et 26 février, 4 mars	6	20	120
Isère	La vie en milieu urbain comparée à la vie en milieu rural; 3 stages	21 janv., 13 févr., 2-14 mars	14 14 14	20 20 20	280 280 280
Limousin	Animation d'une unité rurale; formation intellectuelle pratique	7, 14 et 21 janv., 11, 18 et 25 févr., 11, 18 et 19 mars	9	20	180
PEC-National	Formation d'agents de développement en milieu rural	7-16 mars	9	25	140
Limousin	Formation intellectuelle pratique	8, 15 et 22 avril, 13, 20 et 27 mai, 10 juin	7	20	140
Midi-Pyrénées	Perspectives d'évolution du milieu rural	8-11 avril, 17-19 avril	7	20	140
Vaucluse	Cycle de formation	10 janv., 6-27 févr., 19 mars, 4-5 avril	6	5	30

Midi-Provence	Animation en milieu rural	7, 8, 14, 15, 21 et 22 mars	6	20	120
Isère	Parcs naturels régionaux	16, 17 et 18 mai, 13 et 14 juin, 27 et 28 juin	7	18	126
Midi-Pyrénées	L'exploitation agricole et son environnement	4, 5 et 6 juin, 11, 12 et 13 juin, 20 juin	7	20	140
Limousin	Scolarisation des enfants ruraux	17, 18, 19, 24, 25, 26 avril	6	18	108
Loire	Méthodes d'expression	25, 26 mai, 1 ^{er} -2 et 8-9 juin	6	20	120
Isère	Voyages d'études : vie rurale, protection des sites, de l'habitat, de la nature dans le Tessin suisse	17-22 juin	6	20	120
Midi-Pyrénées	Le milieu rural face à son avenir	10-13 sept., 17-19 sept.	7	19	133
Midi-Provence	Problèmes économiques et sociaux de l'exploitant agricole pratiquant la polyculture	21-26 sept.	7	20	140
Midi-Pyrénées	Sciences sociales appliquées au développement des loisirs en milieu rural	30 nov.-5 déc.	6	5	30
Midi-Provence	Mutation du monde rural	22-28 nov.	7	6	42
Limousin	Université populaire	6, 13 et 20 nov. 4, 15 et 30 déc.	6	20	120
Limousin	Université populaire	5, 11 et 26 nov. 3, 10 et 27 déc.	6	20	120
Total :			176	394	3 110

GROUPE	THEME	DATES	NOMBRE DE JOURS	NOMBRE DE STAGIAIRES	NOMBRE DE JOURNEES- STAGIAIRES
Midi- Pyrénées	Aménagement de la nature	22-27 février	6	20	120
Midi- Provence	Mutation du monde rural	1 ^{er} -6 mars	6	16	96
Midi- Pyrénées	Problèmes de la démocratie locale	5-13 avril	9	19	171
Limousin	Université populaire	janvier-mars	7	20	140
Limousin	Voyage d'études en Yougoslavie : auto-gestion d'entreprise, autogestion communale	4-11 avril	8	7	56
Isère	Jeunes rurales, vie urbaine : 1. secteur culturel 2. secteur enfance 3. jeunes travailleurs	30 nov., 15-27 févr.	15	19	285
			15	18	270
			15	18	270
Limousin	Université populaire entraînement mental	janvier-mars	7	20	140
Limousin	Comment s'exprimer?	janvier-mars	7	16	112
Limousin	Cadres de groupements agricoles	janvier-mars	7	11	77
PEC- National	Formation d'agents de développement en milieu rural	8-16 février	9	29	261

Midi-Pyrénées	La commune rurale	1 ^{er} -2-3, 15-16-17 juillet	6	12	72
Midi-Pyrénées	Initiation à l'animation culturelle	20-25 novembre	6	15	90
Isère	Aménagement de la nature	31 août-8 sept.	9	18	162
Loire	Moyens d'expression	8, 23-26 nov.	6	20	120
Loire	Moyens d'expression	8, 23-26 nov.	6	20	120
Midi-Pyrénées	Voyage d'études au pays de Bade : problèmes de la régionalisation et de la démocratie locale	3-12 décembre	10	12	120
Midi-Provence	V o y a g e d'études : tourisme rural en RFA	15-20 novembre	6	15	90
Midi-Provence	Création d'activités touristiques	15-20 novembre	6	15	90
Isère	V o y a g e d'études : agriculture, tourisme et vie rurale en Bavière	2-10 octobre	9	13	117
Limousin	La condition paysanne en Limousin	nov.-déc.	6	14	84
Limousin	Université populaire : entraînement mental	nov.-déc.	7	20	140
Total :			188	363	3 236
Total 1970 et 1971 :					6 346

2. CONGES CULTURELS

1970

GROUPE	THEME	DATES	NOMBRE DE JOURS	NOMBRE DE STAGIAIRES	NOMBRE DE JOURNEES- STAGIAIRES
Midi- Pyrénées	Economie rurale	19-24 janvier	6	19	114
Limousin	Formation d'anima- teurs	26-31 janvier	6	20	120
Midi- Pyrénées	Formation économi- que	2-7 février	6	31	186
Nord	Université d'édu- cation populaire	4-10 février	7	6	42
Isère	Rencontre de jeunes travailleurs	7-14 février	7	47	329
PEC- National	Formation d'anima- teurs	12-18 février	7	8	56
Midi- Pyrénées	Animation des acti- vités de loisirs	9-14 février	6	18	108
Midi- Provence	Moyens et méthodes d'animation	9-14 février	6	14	84
Midi- Provence	Education populaire et art équestre	2-7 février	6	10	60
Midi- Provence	Moyens et méthodes d'éducation populaire	11-16 février	6	20	120
Midi- Provence	Animation-jeunesse	23-28 février	6	27	162
Midi- Provence	Protection de la na- ture	23-28 février	6	10	60
Midi- Provence	Initiation à la tech- nique du cinéma	16-21 mars	6	15	90
Limousin	Voyage d'études en Allemagne	21-29 mars	7	22	154
Isère	Découverte de la mu- sique contemporaine	21-28 mars	6	4	24

Auvergne	Voyage d'études en RFA	31 mars-6 avril	7	22	154
Isère	L'art moderne à Paris	30 mars-5 avril	7	7	49
Midi-Provence	Initiation au syndicalisme	6-11 avril	6	25	150
Midi-Provence	Initiation à l'économie politique	6-11 avril	6	25	150
Isère	Rencontre de jeunes travailleurs	25-30 mai	6	23	138
Midi-Provence	Dynamique de groupe	1 ^{er} -6 juin	6	40	240
Isère	Art moderne en Allemagne	29 juin-5 juillet	7	7	49
Auvergne	Equitation, loisirs de plein air	29 juin-4 juillet	6	11	66
Limousin	Les jeunes et l'emploi	6-12 juillet	7	6	42
Isère	Formation d'animateurs	19-26 juillet	8	29	232
Loire	Méthodologie	20-25 juillet	6	3	18
Midi-Pyrénées	Rapports économiques et culturels entre Paris et le Sud-Ouest	13-19 août	7	8	56
Midi-Provence	Problèmes de commercialisation	29 oct.-4 nov.	7	26	162
Isère	Ecole et éducation permanente	8-15 nov.	8	13	104
Limousin	Entraînement mental	9-14 nov.	6	16	96
Isère	Formation d'animateurs	22-28 nov.	7	38	266
Midi-Pyrénées	Sciences sociales appliquées au développement des loisirs en milieu rural	30 nov.-5 déc.	6	14	84
Auvergne	Découverte de Paris	7-12 déc.	6	20	120
Midi-Provence	Initiation à l'animation	28 nov.-2 janv.	6	25	150
Total :			219	629	3 992

GROUPE	THEME	DATES	NOMBRE DE JOURS	NOMBRE DE STAGIAIRES	NOMBRE DE JOURNEES- STAGIAIRES
Midi-Provence Isère	Initiation au syndicalisme	25-30 janvier	6	26	156
	Formation d'animateurs	17-23 janvier	7	37	259
Limousin	Entraînement mental	25-30 janvier	6	21	126
Midi-Pyrénées	Ski et éducation populaire	25-30 janvier	6	58	348
Auvergne	Ski et éducation populaire	15-21 février	7	23	161
Midi-Provence	Initiation au syndicalisme	22-27 février	6	20	120
Midi-Provence	Animation	1 ^{er} -6 mars	6	23	138
Midi-Provence	Connaissance de la nature	8-13 mars	6	27	162
Auvergne	Formation d'animateurs	20-25 avril	6	7	42
Isère	Sensibilisation à la création musicale	3-10 avril	8	10	80
Nord	Université régionale	4-10 avril	7	11	77
Limousin	Voyage d'études en Yougoslavie	4-11 avril	8	37	296
Midi-Provence	Initiation aux arts plastiques	26 avril-1 ^{er} mai	6	21	126
Isère	Education permanente en Grande-Bretagne	16-23 mai	6	9	54
Haute-Normandie	Plein air et éducation populaire	23-28 mai	6	10	60
Midi-Provence	Vie des groupes	7-12 juin	6	21	126
Isère	Formation d'animateurs	13-19 juin	7	35	275
Limousin	Entraînement mental	21-26 juin	6	24	144

Midi-Pyrénées	Activités autres qu'agricoles en milieu rural	1 ^{er} -6 juillet	6	13	78
Limousin	Voyage d'études en Yougoslavie	4-11 juillet	8	31	248
Midi-Pyrénées	Problèmes européens	4-9 juillet	6	21	126
Isère	Art moderne à Paris	4-10 juillet	7	11	77
Auvergne	Connaissance de Clermont-Ferrand	5-10 juillet	6	2	12
Loire	Université populaire régionale	12-17 juillet	6	8	48
PEC-National	Université d'été	10-19 juillet	10	4	40
Midi-Provence	La presse et l'information	16-22 août	6	17	102
Midi-Pyrénées	Initiation générale à l'animation culturelle	20-25 septembre	6	10	60
Isère	Agriculture, tourisme et vie rurale	2-10 octobre	9	15	135
Isère	Formation	16-23 octobre	8	24	192
Midi-Provence	Initiation au syndicalisme	1 ^{er} -6 novembre	6	16	96
Midi-Provence	Initiation à l'animation	8-13 novembre	6	22	132
Isère	Créateurs, création, créativité	28 nov.-5 déc.	8	13	104
Isère	Découverte de l'Allemagne	12-19 décembre	8	35	280
Midi-Provence	Jeunes ouvriers face au monde rural	22-27 novembre	6	21	126
Midi-Provence	Initiation au syndicalisme	6-11 décembre	6	29	174
Midi-Provence	Politique culturelle au sein de l'entreprise	6-11 décembre	6	16	96
Isère	Rencontre de jeunes travailleurs	12-19 décembre	7	19	133
Midi-Provence	La pollution	13-18 décembre	6	18	108
Auvergne	Connaissance de Grenoble	13-18 décembre	6	11	66
Total :			259	776	4 981
Total 1970 et 1971 :					8 973

3. PRESTATIONS EXTERIEURES

1970

sessions

ORGANISME DEMANDEUR	DATES	THEME	INTER- VENANTS	NOMBRE DE JOURS OU DE SEANCES
Compagnie Bancaire	octobre 1969- mars 1970	Entraînement mental	Y. CAILLAUD	19 séances
Mardi-Loisirs	23 janv., 11, 20, 27 fév., 6 mars et 13 mars	Formation d'anima- teurs	J. GUÉNÉE C.E. GUERIN M. VIGNAL	6 séances
C.N.J.A.	26-31 janv.	Conduite de réunions	J. PERRET	6 jours
Mission universitaire et culturelle	22-28 mars	Information pédagogique	A. FOUQUE	7 jours
A.L.E.C.	3 avril	Information sur PEC	J. GUÉNÉE	1 jour
Centre national de Montléguon	13-17 avril	Animation et con- duite de réunion	C. OPPENHEIM	5 jours
Nouvelle frontière	26 avril 18 mai 14 juin	Session de forma- tion	M. MONTEILLER	3 jours
F.N.A.S.- A.V.P.A.	3-5 sept.	Méthodes dans l'éducation adultes	R. MARIET	3 jours

Ecole de formation psycho-pédagogie	14-18 sept.	Entraînement mental	J.P. DEFRANCE C. RIGUET	5 jours
C.N.J.A.	16-21 nov.	Gestion municipale	R. MARIET	6 jours
Le Logis	3-4 déc.	Lecture rapide	L. CRAYSSAC B. CACERES	2 jours
L'Express	nov.-déc.	Expression orale	J.F. CHOSSON	10 séances
Amités sociales Rennes	7-8 déc.	Comment l'animateur éducateur peut-il se situer aujourd'hui ?	M. JACQUEY	2 jours
C.N.C.A.	12-13 janv.	Animation de réunions	N. ARETHOS J.C. RIEY	2 jours
	13-14 janv.	Expression écrite et orale	J.P. GRANDAZZI	2 jours
	2-3 février 19-20 février 9-11 mars	Entraînement mental et expression orale	J. LAVERRIERE	7 jours
	20-21 mars	Animation de réunions	J.P. GRANDAZZI	2 jours
PEC-Auvergne	29 mars-4 avril	Etude d'une ville, visite d'entreprise, situation du travailleur allemand en 1970	M. VIGNAL	6 jours
PEC-Isère	21-28 mars	Festival de Royan : musique contemporaine	M. VIGNAL	8 jours

ORGANISME DEMANDEUR	DATES	THEME	CONFERENCIERS
PEC-Haute-Savoie	16-17 janvier	Animation de carrefours : formes artisanales	B. CACERES
M.J.C. Sceaux	17 janvier	Séance musique	M. VIGNAL
Chambre des métiers	23 janvier	Pédagogie des moyens de communications de masse	J.F. CHOSSON
Institut des hautes études de communications sociales	28 janvier	Techniques d'animation	B. CACERES
Institut d'études sociales, Bruxelles	29 janvier	Techniques d'animation	B. CACERES
Club des Uniques	12 février	E d u c a t i o n permanente	B. CACERES
M.J.C. Sceaux	13 février	La conquête des loisirs	B. CACERES
M.J.C. Sceaux	16 février	La conquête des loisirs	B. CACERES
Ecole d'Etat d'éducateurs, Brignolles	11 mars	Education populaire	B. CACERES
Ecole d'action sociale	so- 15 avril	Education populaire	B. CACERES
Ecole féminine d'agronomie, Castanet	20 avril	L'éducation permanente	B. CACERES
Ecole d'action sociale	so- 29 avril, 6, 13, 20, 27 mai	Conférences sur l'éducation populaire	P. DEBUCHE
Mardi-Loisirs	5 mai	Musique moderne	M. VIGNAL
F.N.F.R.	12 mai	Présentation de PEC	J. GUENEE
Comité d'accueil	20 mai	Situation politique en France	M. VIGNAL

F.N.F.R.	23-24 mai	Initiation aux techniques de documentation	M. NAHON
Féd. départementale M.J.C. de la Sarthe	25 avril	Beethoven	M. VIGNAL
Rencontres de l'Abbaye de La Bussière-sur-Ouche	24 mai	L'éducation permanente	B. CACERES
Office Franco-Québécois	8 juin	L'éducation populaire	M. VIGNAL
Comité d'entreprise Laboratoire Guerbet	8 juin	l'éducation populaire	B. CACERES
Office Franco-québécois	16 juin	l'éducation populaire	M. VIGNAL
Léo Lagrange	7 octobre	L'éducation populaire	B. CACERES
A.B.C. Dijon	2 octobre	L'éducation populaire	B. CACERES
Chambre syndicale des banques populaires	31 octobre 1 ^{er} -2 nov.	Encadrement d'un voyage d'études : aspects sociaux et économiques de l'Irlande	L. VOYENNE
Maison de la Culture d'Angers	20 novembre	Colloque sur la lecture	B. CACERES
Chambre syndicale des banques populaires	30 novembre	Le piano	M. VIGNAL
Commission régionale de l'I.N.F.A., Lyon	19 juin	L'éducation permanente	B. CACERES
M.J.C. Sceaux	3 décembre	Information sur les clubs de lecture	P. DIVET
Maison de la Culture de Grenoble	24-28 nov.	Clubs de lecture 3 ^e âge et participation à la Foire aux livres	B. CACERES
PEC-Midi-Pyrénées	21-24 janv.	Clubs de lecture au cours d'un stage	B. CACERES
I.N.S.	16 avril	Entraînement mental et enseignement sportif	J.F. CHOSSON
I.N.F.A.	22 avril	Les problèmes pédagogiques de la musique	M. VIGNAL

Institut d'éducation permanente L. Lagrange	19, 20, 27 fév.	L'évolution des groupes	J. PERRET	19 séances
	9 février	Club de lecture	B. CACERES	
	2-3 mars,	Pédagogie musicale	M. VIGNAL	
	5 mai			
	10 fév.,	Administration,	R. GIBERT	
	9, 24 mars,	gestion		
	28 avril			
Direction dé- partementale J.S. de la Drôme Ecole d'éducateurs, Brignolles Centre d'animation culturelle Namur Comité d'ac- tion socio- culturelle, Arlon Mines de Potasse d'Alsace (Comité d'entreprise) Présence et action culturelles Bruxelles Groupement régional des institutions de formation de Bretagne	4, 11 mai	L'Allemagne d'au- jourd'hui	J. ROVAN	
	8, 9, 15 juin	Sociologie des loisirs	S. HERMINE	
	31 mars	Ciné-club	D. PAINI	
	27 octobre	Les inégalités so- cio-culturelles en France	J.G. RUSELLE	
	24-27 mai	Entraînement men- tal	R. ROCHE	4 jours
	1 ^{er} -3 juin	Clubs de lecture et animation de biblio- thèques	B. CACERES	3 jours
	6-12 juillet	Entraînement men- tal	J. PERRET P. BESNARD	7 jours
	30-31 octobre	Animation de séances de ré- flexion	M. MONTEILLER	2 jours
	3-5 novembre 1 ^{er} -3 déc.	Expression orale	M. MONTEILLER	6 jours
	10-14 nov.	Conduite de réu- nions	J. GUENEE J. MAIRE	5 jours
	17-19 nov.	Entraînement men- tal	R. ROCHE R. LONJON	3 jours

ORGANISME DEMANDEUR	DATES	THEME	INTER- VENANTS	NOMBRE DE JOURS OU DE SEANCES
C.N.C.A.	11-12 février	Expression, anima- tion	J. PERRET	4 jours
Maison de la Culture de Sceaux	22-23 février	Création de la com- mission Livre ;	J. DELACOTTE	4
C.N.C.A.	13, 15 janvier	Club de lecture	P. DIVET	séances
	13, 24 février	Expression, anima- tion	D. DUMAS	2 jours
Ecole de cadres d'infirmières	3-4 février	Entraînement men- tal	J. PERRET	10 séances
	20 nov., 4-11 déc.			
	15, 22 janvier			
	5 et 19 février			
	12 et 26 mars			
Comité dauphi- nois d'action socio-éduca- tive Grenoble	2 avril	Entraînement men- tal	H. VILES	3 jours
Banque de la Construction et des travaux publics (Comi- té d'entre- prise)	1 ^{er} -3 mars			
Ateliers d'ap- prentissage de petite mécanique Issy-les- Moulineaux	3, 17, 26 fév.	Techniques d'expression	J. PERRET	7 séances
	10, 24 mars			
	21 avril			
	26 mai			
	novembre à mars	Initiation civique	M. VIGNAL P. JACQUEMIN D. SALLERON P. DELATTRE M. NAHON M. MONTEILLER M. JULIEN R. FAJARDIE	25 séances
		Lecture		

ORGANISME DEMANDEUR	DATE	THEME	CONFÉ- RENCIERS
Institut national de promotion supérieure agricole	28 janvier	La loi d'orientation de l'enseignement supérieur : problèmes actuels	J. ROVAN
Ecole d'Etat d'édu- cateurs, Savigny	10 février	L'éducation perma- nente	B. CACERES
Institut français du libre service	15 mars	Comment passer de l'information cultu- relle à la consomma- tion de masse : inci- tation	J. ROVAN
PEC-Haute-Savoie	27 mars	Drogues, jeunesses, mœurs nouvelles	J. DUMAZEDIER
Association des an- ciens lecteurs, assis- tants et boursiers français en Allema- gne	8 avril	La société post- industrielle, l'éduca- tion permanente, les loisirs	S. HERMINE
PEC-Belgique	26 avril	Drogues, jeunesses, mœurs nouvelles	J. DUMAZEDIER
PEC-Nord	7 mai	Douai : l'animation d'une ville	B. CACERES
	8 mai	Sallaumines : le loi- sir du grand public	
	9 mai	Réunion avec le groupe PEC-Nord	

CUPEP Amiens	15 mai	Le rôle des relais de diffusion culturelle face aux grands moyens de diffusion de masse Images de la culture, la culture en fonction des catégories socio-professionnelles	G. JEAN S. HERMINE
Office franco-qubécois de la jeunesse	17 mai	Présentation de PEC	J. GUENEE
Festival du livre, Nice	25-30 mai	Participation au Festival, exposé sur la lecture aux Conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports	B. CACERES
M.J.C. Savigny-sur-Orge	22 octobre	L'animation culturelle dans une cité-dortoir	B. CACERES
Confédération des syndicats nationaux (Montréal)	27 octobre	Présentation de PEC	M. VIGNAL
U.E.R. Sciences de l'Education (Sorbonne)	16 novembre	L'éducation populaire	B. CACERES
PEC-Haute-Savoie	6 décembre	Dîner-débat : critique du VI ^e Plan et développement culturel	J. DUMAZEDIER

4. SESSIONS NATIONALES. UNIVERSITES

1970

Houlgate, 10-18 juillet 1970

THEME	INSTRUCTEURS	NOMBRE DE STAGIAIRES	NOMBRE DE JOURS	NOMBRE DE JOURNEES- STAGIAIRES
Techniques d'éducation populaire	B. CACERES	17	9	153
Musique	M. VIGNAL	7	9	63
Réflexions sur les universités d'été	G. JEAN	8	9	72
	Total :	32	27	288

Semaine d'études « Méthodes de formation intellectuelle »

Sévrier, 31 août-5 septembre 1970

Entraînement mental appliqué à l'expression orale	D. DUMAS P. FAYOLLE	26	7	182
Méthodes des mathématiques	J. BENAÏM J. BOLON	9	7	63
Entraînement mental et prise de décision	J.F. CHOSSON J.P. DEFANCE	20	7	140
Initiation à l'entraînement mental	M. BERNARD J. BARBICHON	24	7	168
	Total :	79	28	553

La bibliothèque, l'école et la société de demain

Liège, 5-16 juillet 1971

THEME	INSTRUCTEURS	NOMBRE DE STAGIAIRES	NOMBRE DE JOURS	NOMBRE DE JOURNEES-STAGIAIRES
La bibliothèque, l'école et la société de demain	H. DE GISORS M. ROCHETTE	36	12	384

L'action culturelle et ses relais

Houlgate, 10-19 juillet 1971

Psycho-pédagogie (1)	M. JACQUEY C. GAUBERT	15	10	150
Psycho-pédagogie (1)	M. ROUX M. MONTEILLER	14	10	140
Psycho-pédagogie (1)	H. VILES G. MLEKUZ	14	10	140
Musique	M. VIGNAL D. CHOBLET	10	10	100
Analyse filmique	F. THEBAUD B. LLUCH	12	10	120
Lecture et littérature d'aujourd'hui	G. JEAN B. CACERES	8	10	80
Total :		73	60	730

(1) Dont 28 candidats au CAPASE, cf. p. 39.

Semaine d'études « Formation intellectuelle et méthodes d'expression »

Sévrier, 30 août-4 septembre 1971

THEME	INSTRUCTEURS	NOMBRE DE STAGIAIRES	NOMBRE DE JOURS	NOMBRE DE JOURNÉES- STAGIAIRES
Expression orale	J. DELACOTE D. DUMAS R. ROCHE W. SOUDAN	12	6	72
Expression écrite	L. CRAYSSAC M. LEFEBVRE M. VESSE	13	6	78
Entraînement mental	C. POTIER D. DURAND R. LONJON	11	6	66
Entraînement mental	M. BERNARD P. FAYOLLE A. BEST	12	6	72
Méthodes de travail intellectuel	J. PERRET J.F. CHOSSON N. CHARLOPEAU	14	6	84
Méthodes des mathé- matiques	J. BOLON J. BENAÏM C. LOUCHEZ H. BIROT	8	6	48
Total :		71	36	460

5. CAPASE

UNITES DE VALEUR	STAGES	NATIONAL	NORD	AUVERGNE	ISERE
Psychopédagogie		28			
Expression écrite et orale	Entraînement mental et développement personnel Participation à un stage CUEEP		6 5		
Vie des groupes	Animation des groupes et conduite de réunions		3		
Etude des aspects d'une civilisation	Les sociétés actuelles à travers les œuvres contemporaines				12
Moyens d'expression autres que l'expression écrite et orale	Musique contemporaine Art moderne Le cinéma et le ciné-club Ecouter et situer la musique	1	1		1 2
Application à l'étude du milieu	Animation dans les foyers de jeunes et MJC Connaissance de Clermont-Ferrand		3	1	
Institutions nationales et internationales		12			
	Total :	<u>41</u>	<u>18</u>	<u>1</u>	<u>15</u>

6. DINERS-DEBATS

1970

DATES	THEME	CONFERENCIERS	PRE- SENTS	EXCU- SES
18 février	Les problèmes du troisième âge	M. PHILIBERT	55	3
19 mars	L'université ouverte en Grande-Bretagne	J. ROBINSON	45	17
28 avril	Au-delà de la télévision	A. FRANÇOIS R. LOUIS J.M. SERREAU	51	3
27 mai	Le VI ^e Plan et l'avenir de la protection judiciaire de l'enfance	J. BOURQUIN M. JACQUEY J. PONTIER M. ROUX	140	16
10 juin	Y aura-t-il encore des villages ? Ecrivains et sociologues face au changement en milieu rural	E. MORIN E. GRENADOU B. CACERES J.F. CHOSSON	63	10
26 nov.	La lecture en question	M. FILLET M. BOUVY M. CLEMENT M. HASSENFORDER	52	6
7 déc.	La société bloquée	M. CROZIER	84	8
Total :			490	73

DATES	THEME	CONFERENCIERS	PRE-SENTS	EXCU-SES
14 janvier	La ville et la culture	B. GILMAN	77	6
11 février	Fonctions nouvelles de l'espace rural	H. DE FARCY	59	14
18 mars	Que penser de la politique de coopération ?	M. CLERGERIE M. BABA-MISKE	70	24
22 avril	Bilan d'une expérience d'autogestion : la Yougoslavie	A. MEISTER	76	6
11 mai	Comment débloquent l'école ?	S. CITRON	62	10
17 juin	Drogues, jeunesses, mœurs nouvelles	J. DUMAZEDIER	90	10
21 octobre	Aménagement du temps et politique culturelle	J. de CHALENDAR	61	10
18 nov.	Faut-il préparer le VI ^e Plan ?	J. ROVAN J. DUMAZEDIER	40	5
Total :			535	85
Total 1970 et 1971 :			1 025	158

7. APERITIF DU FORMATEUR

1971

DATES	THEME	CONFERENCIERS	PRE- SENTS	EXCU- SES
24 juin	Expérience de formation de formateurs	M. DUBOIS	33	8
28 octobre	Pratique du travail en groupe	G. FERRY	35	2
9 déc.	Perspectives changeantes de l'éducation des adultes en Grande-Bretagne	Pr. WEDELL	25	12
			—	—
		Total :	93	22

8. RECYCLAGE DES PERMANENTS

Deux sessions de recyclage ont réuni les permanents de Peuple et Culture régionaux et nationaux :

17 au 20 septembre 1970, à l'INEP de Marly-le-Roi

- session entraînement mental (J.F. CHOSSON);

1^{er} au 5 février 1971, au CREP de Vincennes

- pédagogie des stages (M. JACQUEY),
- pédagogie musicale (M. VIGNAL),
- expression écrite (J.F. CHOSSON),
- expression orale (J.F. CHOSSON),
- politique de l'éducation permanente et rôle de PEC (J. ROVAN).

8. COGEDEP

Association de Cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes, regroupant Organisation de Jeunesse et d'Education populaire et départements ministériels.

Pour participer aux voyages de jeunes organisés par COGEDEP, il faut :

- être présenté par un organisme membre du COGEDEP;
- être de nationalité française;
- avoir 18 ans au moins et 37 ans au plus;
- être prêt à représenter l'organisme qui mandate.

1970

Grâce aux places attribuées dans les voyages de jeunes, nous avons pu permettre à 6 jeunes d'aller en Hongrie, au Maroc, en Norvège, en Tchécoslovaquie, au Danemark (2). Un animateur a participé au voyage d'animateurs de jeunesse et d'éducation populaire aux Etats-Unis.

1971

Toujours grâce à COGEDEP, 6 jeunes sont allés en Grande-Bretagne (2), en Italie, au Maroc, en Turquie et au Liban (voyages de jeunes). Un animateur a participé au voyage d'animateur de jeunesse et d'éducation populaire en Tunisie.

**TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTIVITES
DU SERVICE INTERVENTIONS-FORMATION**

	1970			1971		
	Nombre des acti- vités (ses- sions)	Nombre des sta- giaires ou parti- cipants	Nombre des jour- nées-sta- giaires	Nombre des acti- vités	Nombre des sta- giaires	Nombre des jour- nées-sta- giaires
P.C.A.	21	394	3 110	21	363	3 226
Congés culturels	35	629	3 992	59	776	4 881
Universités	2	111	841	3	180	1 574
CAPASE	—	—	—	11	75	450
Dîners-débats	7	490	—	7	535	—
Apéritif du formateur	—	—	—	3	93	—
Prestations extérieures sessions ou journées	103	ne peu- vent être chiffrées	ne peu- vent être chiffrées	105	ne peu- vent être chiffrées	ne peu- vent être chiffrées
Conférences	33	ne peu- vent être chiffrées	ne peu- vent être chiffrées	16	ne peu- vent être chiffrées	ne peu- vent être chiffrées
TOTAUX	201	1 624	7 943	205	2 022	10 161

Si l'on calcule — modestement — que les séances de prestations extérieures atteignent une moyenne de 15 personnes, et les conférences une cinquantaine, aux chiffres des participants devraient être ajoutés :

$$\begin{array}{rcl} \text{pour 1970 :} & 103 \times 15 & = 1\,545 \\ & 33 \times 50 & = 1\,650 \end{array}$$

3 195 participants

$$\begin{array}{rcl} \text{pour 1971 :} & 105 \times 15 & = 1\,575 \\ & 16 \times 50 & = 810 \end{array}$$

2 375 participants

Par ailleurs, pour obtenir le total des activités de formation (secteur « oral ») de Peuple et Culture, il faudrait ajouter aux chiffres figurant ci-dessus :

- les activités du service Relations internationales,
- les activités des commissions et groupes de travail,
- les activités organisées par les associations régionales Peuple et Culture sans participation financière et administrative de Peuple et Culture national.

La responsabilité du service Interventions incombe à Nicole CHARLOPEAU (aidée d'une secrétaire).



service de l'écrit : les publications

La publication d'instruments de travail pour les animateurs a été en 1970 et 1971, comme auparavant, une des grandes tâches et fonctions de Peuple et Culture.

Dans notre collection « Regards Neufs », aux Editions du Seuil, huit volumes ont été publiés pour la première fois ou réédités. Un volume est sous-pressé, six sont achevés ou en voie d'achèvement.

Treize fiches nouvelles, sept fiches rééditées, deux cahiers annuels de présentation de nos activités, six numéros du Bulletin Peuple et Culture, ainsi que le catalogue de nos publications, œuvre commune des « Quatre » avec Culture et Liberté, la Fédération nationale Léo Lagrange et la Fédération nationale des foyers ruraux, ce qui fut également le cas d'une fiche consacrée à l'action socio-culturelle des communes, huit comptes rendus de dîners-débats, en tout trente-quatre titres, constituent l'œuvre écrite de Peuple et Culture, réalisée pendant ces deux années avec nos propres moyens, sans aide financière extérieure.

De leur côté, plusieurs de nos associations régionales ont réalisé, publié et diffusé des bulletins et des fiches qui représentent souvent un effort considérable.

Enfin, Culture et Télévision, après avoir été contraint à abandonner ses fiches mensuelles par suite de la réduction de ses subventions, a pu assurer la parution de numéros de la revue « Télévision et Education ».

Si nous pouvons regarder avec une certaine satisfaction le travail accompli dans le secteur écrit qui représente, sans les

ouvrages de la collection, un tirage total de 118 650 exemplaires pour les deux années 1970-1971, nous ne devons pas pour autant nous cacher les grandes difficultés que nous y rencontrons :

- Si la production de notre collection paraît à présent avoir atteint un rythme convenable, une sélection plus systématique des thèmes et un travail plus régulier des auteurs permettraient d'améliorer encore cet ensemble qui représente pour nous, un peu, notre publication de « prestige ».
- L'absence de capitaux nous oblige à prélever sur nos ressources courantes les investissements nécessaires et à l'impression de nos brochures, et à leur diffusion. L'amortissement des sommes ainsi engagées ne s'opère en moyenne que dans un délai de cinq ans. De ce fait, le volant de nos activités, le nombre des titres et le tirage, restent très limités et font obstacle, ainsi, à l'expansion de nos publications. Faute d'une publicité suffisante, nous n'avons pas assez d'abonnés aux collections spéciales de fiches de musique et de fiches de lecture que nous avons créées en 1970. Les abonnements aux comptes rendus des dîners-débats donnent davantage satisfaction mais un effort de publicité plus grand pourrait faire connaître ces documents, souvent fort intéressants, à un public beaucoup plus vaste. Seul le contrat avec le CNIPE qui finance la production de cinq fiches sur les problèmes économiques et sociaux du monde rural nous a permis jusqu'à présent, de sortir des contraintes qui limitent artificiellement l'essor de nos publications.

Si nos publications étaient plus nombreuses et plus rapidement amorties, la gamme des sujets pourrait être plus vaste et nous serions à même de mieux correspondre aux exigences de l'actualité.

La solution de ces difficultés devra être recherchée du côté de l'extension de la politique des contrats, notamment avec des services publics et des regroupements d'éditeurs, de libraires et de bibliothécaires.

La collection « Regards Neufs » continue à être dirigée par B. CACERES. L'ensemble des autres publications relève du service écrit dont la responsable est Monique NAHON.

**COLLECTION PEUPLE ET CULTURE
AUX EDITIONS DU SEUIL**

Directeur de la collection : Bénigno CACERES

La Collection Peuple et Culture aux Editions du Seuil a surtout été caractérisée, entre novembre 1969 et janvier 1972, par la mise à jour et la réédition d'un certain nombre d'ouvrages et par la préparation de nouveaux livres.

1. Ouvrages édités :

- **Le Roman**, de Georges JEAN,
268 p., 4^e trimestre 1971.

2. Rééditions :

- **La Poésie**, de Georges JEAN,
1^{re} édition : 1966; 2^e édition : 1971.
- **Histoire de l'Education Populaire**, de Bénigno CACERES,
1^{re} édition : 1964; 2^e édition : 1972.
- **Le Siècle des Lumières**, de Michel LAUNAY,
1^{re} édition : 1968; 2^e édition : 1972 (en réédition).
- **Le Cinéma**, de Jacques CHEVALLIER,
1^{re} édition : 1953; 2^e édition : 1963; 3^e édition : 1964;
4^e édition : 1972 (en réédition).
- **La Lecture**, de Geneviève CACERES,
1^{re} édition : 1950; 2^e édition : 1961; 3^e édition : 1965;
4^e édition : 1970.
- **Les Consommateurs**, de Claude QUIN,
1^{re} édition : 1965; 2^e édition : 1971.
- **Le Mouvement Ouvrier**, de Bénigno CACERES,
1^{re} édition : 1951; 2^e édition : 1967; 3^e édition : 1970.

3. Ouvrages sous-presses :

- **Le Tourisme**, de Marc BOYER.

4. Ouvrages en préparation :

- **Les Jeux Olympiques**, Joffre DUMAZEDIER.
- **Les Immigrants**, Dominique LAHALLE.
- **La Révolution Vacancière**, André LAURENT.
- **L'Agriculture Française**, Louis VAILLANT.
- **L'Entraînement Mental**, Jean-François CHOSSON.
- **Loisir et Travail du Moyen-âge à nos jours**, Bénigno CACERES.

PUBLICATIONS EDITIONNEES EN 1970

1. Fiches techniques et bulletins d'information

TITRE	NATURE	AUTEUR	DATE	NOM- BRE DE PA- GES	TI- RAGE
Le bourg de nos vacances de B. CACERES	fiche de lecture	J.F. LEGRAIN	janvier	32	5 000
Le développement culturel et la préparation du VI^e Plan	bulletin d'infor- mation n° 11-12	collectif	février	72	4 600
Bulletin d'information n° 13 : informations sur le mouvement	bulletin d'infor- mation	collectif	mars	28	3 500
Supplément à la fiche : Le dernier des justes de A. SCHWARZ - BART (déjà parue)	fiche de lecture	J. ROVAN	avril	12	4 400
Présentation des activités 1970	calen- drier des stages et acti- vités	collectif	mai	60	5 500
Elise ou la vraie vie de Claire ETCHERELLI	fiche de lecture	A. FOUQUE M. NAHON	juin	32	5 000
La collaboration de l'ani- mateur et du sociologue dans une perspective de changement social	fiche tech- nique (métho- des)	J.F. CHOSSON	sept.	40	5 000

L'Opéra de quat'sous de B. BRECHT	fiche de lecture et théâtre	M. MONTEILLER	oct.	32	5 000
Bulletin d'information n° 14 : Conseil national du développement culturel, accords de coopération inter-associations	bulletin d'information	collectif	nov.	40	3 600
Présentation des activités 1971	calendrier des stages et activités	collectif	déc.	82	5 500

2. Fiches de lecture rééditées (100 ex.)

- **La peste**, d'A. CAMUS
- **Le crime des justes**, d'A. CHAMSON
- **En gagnant mon pain**, de M. GORKI
- **La statue de sel**, d'A. MEMMI
- **L'homme des vallées perdues**, de J. SCHAEFFER
- **Le rouge et le noir**, de STENDHAL

3. Comptes rendus des diners-débats

- **Analyse critique des résultats du V^e Plan en matière culturelle**, par Georges BENSÂID, Bulletin n° 11-12, février 1970.
- **Révision des hypothèses 1985 sur le loisir et le développement culturel**, par J. DUMAZEDIER, Bulletin n° 11-12, février 1970.
- **Les options de politique culturelle pour le VI^e Plan**, par J. ROVAN, Questions d'un provincial au VI^e Plan, par G. JEAN, Bulletin n° 11-12, février 1970.
- **Les problèmes du troisième âge**, par M. PHILIBERT, document ronéotypé, juin 1970, 31 p., 250 ex.

PUBLICATIONS EDITIONNEES EN 1971

1. Fiches techniques et bulletins d'information

TITRE	NATURE	AUTEUR	DATE	NOM- BRE DE PA- GES	TI- RAGE
Bulletin d'information n° 15 : Lettre aux adhérents, quelques réflexions de bilan; déclaration commune de PEC, Culture et Liberté, la Fédération nationale Léo Lagrange	bulletin d'information	collectif	janvier	20	4 000
Lettre à une maîtresse d'école par les enfants de Barbiana	fiche de lecture	J.C. DOUCET	février	28	5 000
Les musées d'art moderne dans le monde	fiche arts plastiques	P. GAUDIBERT	mars	72	5 000
Autour du rapport Vedel	fiche d'économie rurale	R. MARIET	avril	68	5 000
Une journée d'Ivan Denissovitch de A. SOLJENITSYNE	fiche de lecture	J.F. CHOSSON	mai	36	5 000
Bulletin d'information n° 16 : Comptes rendus de réunions (Comité directeur, Haut-Comité de la jeunesse), documents, notes de lecture.	bulletin d'information	collectif	juin	56	3 800
Le chant du monde de J. GIONO	fiche de lecture	B. CACERES	sept.	40	5 000

La formation dans l'entreprise	fiche technique	J.F. CHOSSON	oct.	52	5 000
Les projets de réforme de l'enseignement en RFA	fiche technique	H. BECKER	nov.	36	5 000
Bulletin d'information n° 17 : La vie de PEC, informations générales, notes de lecture	bulletin d'information	collectif	déc.	68	3 200

2. Publications diverses réalisées par le service

TITRE	DATE	NOMBRE DE PAGES	TIRAGE
L'action socio-culturelle des communes , publication inter-associations éditée à l'occasion des élections municipales	mars	22	3 500
Semaine d'études formation intellectuelle et méthodes d'expression , présentation et programme	avril	8	1 000
Sessions nationales 1971 , présentation des universités et semaine d'études 1971, à l'intention des adhérents	juin	4	3 700
Catalogue des publications , publication inter-associations	juin	80	8 000

3. Comptes rendus des diners-débats

TITRE	DATE	NOMBRE DE PAGES	TIRAGE
La lecture en question	janvier	24	200
L'université ouverte en Grande-Bretagne	février	14	200
La ville et la culture	mars	16	200
Anciennes et nouvelles fonctions de l'espace rural	avril	24	200
Problèmes d'une société bloquée	mai	22	200
Drogues, jeunesses, mœurs nouvelles	novembre	34	200
La Yougoslavie : bilan d'une expérience d'autogestion	novembre	34	200
Comment débloquent l'école ?	décembre	36	200



service des relations internationales

La dimension internationale ou transnationale est capitale pour un mouvement de développement culturel. La solidarité dans les luttes contre les injustices, les inégalités, les aliénations s'étend au monde du dehors comme elle se vit au sein de la société nationale. Cette affirmation de principe posée, l'on s'aperçoit cependant qu'ici encore tout est question de moyens : d'hommes, d'argent et de temps.

Peuple et Culture, dans ce domaine, est donc obligé comme dans tant d'autres, à faire des choix, à se concentrer sur un petit nombre de tâches. Nos relations d'échanges, de rencontres, d'études, nous devons d'abord les mener avec nos voisins, avec ceux qui nous sont, de fait, le plus étroitement associés et qui, dans cette association, ont la plus grande importance.

Ce sont, dans les voisinage de l'Europe occidentale, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique et, de plus en plus, la Grande-Bretagne, et encore — en principe — l'Italie, bien que ces dernières années, nos relations avec la voisine d'Outre-Alpes autrefois si intéressées, se soient beaucoup distendues (il faudra les reprendre en 1972-1973).

Ce sont ensuite les pays socialistes dont l'expérience part de principes et d'aspirations si proches des nôtres, et parmi ceux-là, les pays dont la situation socio-économique et historique a le plus d'analogies avec la nôtre (Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne).

C'est ensuite, sous un autre angle, le continent nord-américain avec sa civilisation sur tant de points annonciatrice de la nôtre, USA, Canada et, au sein de ce dernier, le Québec, Amérique de langue française.

C'est enfin le Tiers-Monde des peuples en lutte contre les héritages de l'inégalité, de la colonisation, du racisme. Culture et Développement — l'association fondée en 1961 — s'était spécialisée dans ce secteur. Elle s'est éloignée de nous tout en réduisant ses activités. Après des contacts plus sporadiques avec les pays en voie de développement, il nous faudra donc nous engager de nouveau plus directement sur ce plan en choisissant un ou deux partenaires prioritaires.

RELATIONS AVEC L'ALLEMAGNE DE L'OUEST (RFA)

Office franco-allemand pour la jeunesse

Marc VIGNAL, responsable des relations internationales à Peuple et Culture, a été membre du Conseil d'administration de l'Office pour la période 1970-1971, succédant à J. ROVAN, membre du Conseil de 1963 à 1969. Il a participé à ce titre à six sessions du Conseil d'administration.

Il a participé également à quatre réunions d'une commission ad hoc, chargée par le Conseil d'étudier les problèmes pédagogiques, puis ceux des relations entre l'Office et les associations.

En tant que permanent PEC, Marc VIGNAL a participé à diverses réunions de préparation et de programmation au siège de la section française de l'Office à Versailles; il a assisté les 2, 3 et 4 novembre 1971 au Congrès des Fédérations des universités populaires allemandes.

L'on trouvera d'autre part, ci-dessous, la liste des activités franco-allemandes (OFAJ) réalisées par Peuple et Culture. Cette liste comprend l'ensemble des actions entreprises par les groupes régionaux PEC et par le Mouvement national.

Activités franco-allemandes : année 1970

- 22 février-1^{er} mars** : séminaire de jeunes syndicalistes à Berlin (National),
- 2-4 mars** : préparation d'un séminaire à Sarrebrück (National),
- 15-25 mars** : séjour à Paris de deux animateurs berlinois (National),
- 30 mars-5 avril** : séminaire « arts plastiques » à Paris (PEC-Isère),
- 29 mars-5 avril** : voyage de jeunes travailleurs à Hanovre (PEC-Auvergne),
- 26 avril-2 mai** : voyage d'études « artisanat et vie rurale » en Sarre (PEC-Isère),
- 13-18 avril** : séminaire de syndicalistes à Sarrebrück (National),
- 24-30 mai** : voyage d'études « équipement des campagnes » en Hesse (PEC-Isère),
- 20-26 mai** : semaine franco-allemande à Dortmund (National),
- 29 juin-5 juillet** : voyage d'études « arts plastiques » dans la Ruhr (PEC-Isère),
- 28 juin-12 juillet** : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),
- 19-26 juillet** : voyage de jeunes travailleurs à Karlsruhe (PEC-Isère),
- 25 juillet-9 août** : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),
- 12-22 août** : voyage de jeunes ruraux en Rhénanie (PEC-Midi-Pyrénées),
- 29 août-13 septembre** : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),
- 5-13 septembre** : voyage de jeunes apprentis en Hesse (PEC-Corrèze),
- 4-11 octobre** : voyage d'études « parcs naturels » en Hesse (PEC-Isère),
- 15-22 octobre** : voyage d'études « animation musicale » à Donaueschingen et Stuttgart (PEC-Isère),

5-13 décembre : voyage d'études de cadres dans la Ruhr (PEC-Midi-Provence),

6-13 décembre : voyage d'études « éducation surveillée » à Mannheim (PEC-Isère).

Activités franco-allemandes : année 1971

4-14 avril : séminaire franco-allemand de jeunes à Castelsarrazin (PEC-Midi-Pyrénées),

10-17 avril : voyage de jeunes lycéens à Lambrecht (PEC-Isère),

19 juin-4 juillet : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),

3-11 juillet : séminaire de jeunes « l'homme et l'environnement » à Val d'Isère (PEC-Isère),

4-11 juillet : séminaire de cadres « arts plastiques » à Paris (PEC-Isère),

3-17 juillet : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),

17 juillet-1^{er} août : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),

31 juillet-15 août : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),

13-22 août : voyage d'études de jeunes dans le pays de Bade (PEC-Midi-Pyrénées),

14-29 août : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),

28 août-12 septembre : séminaire de jeunes travailleurs à Marseille (PEC-Midi-Provence),

1^{er}-8 septembre : séminaire franco-allemand de cadres « l'homme et l'environnement » à Sallières-Die (PEC-Isère),

2-10 octobre : voyage d'études « protection de la nature » en Bavière (PEC-Isère),

16-23 octobre : voyage de jeunes travailleurs à Donaueschingen et en Bavière (PEC-Isère),

13-21 novembre : voyage d'études de cadres en Bavière (PEC-Midi-Provence),

3-12 décembre : voyage d'études de cadres « vie municipale » dans le pays de Bade (PEC-Midi-Pyrénées),

11-19 décembre : voyage d'études de jeunes en Bavière (PEC-Isère).

En 1971, les subventions reçues par Peuple et Culture de l'Office franco-allemand pour la jeunesse ont augmenté environ de 80 % par rapport à 1970. Cette augmentation tient essentiellement à l'organisation par PEC-Midi-Provence, au cours de l'été 1971, de six séminaires de jeunes syndicalistes à Marseille, qui ont entraîné une progression considérable du nombre des participants (alors que le nombre des activités a été identique — dix-sept — trois des programmes de 1970 ne concernant qu'un déplacement de deux personnes).

L'accent ainsi mis sur les séminaires et rencontres correspond à une diminution en pourcentage des voyages d'études de cadres sans hébergement commun franco-allemand, tendance qui ne devrait pas se renverser au cours des prochaines années. Cela ne signifie évidemment pas que les voyages d'études de cadres disparaîtront, mais que, de plus en plus, seuls les mieux préparés et ceux dont les effets démultiplicateurs s'imposeront, seront susceptibles d'être pris en considération.

Ceci sera d'autant plus vrai que le Conseil d'administration de l'Office, compte tenu notamment du fait que son budget total reste à peu de choses près inchangé depuis neuf ans, a souhaité que l'accent soit mis sur la qualité des échanges plutôt que sur leur quantité. Il a souhaité également que soient encouragés les échanges de jeunes professionnels.

Peuple et Culture du Nord a organisé en 1970 un voyage d'études en Allemagne de l'Est (R.D.A.) dont le compte rendu détaillé est disponible au Secrétariat du groupe.

Dans le cadre de nos publications de fiches, nous avons fait paraître en 1971 une étude du professeur H. BECKER, Président de la Fédération des universités populaires de la RFA, sur les projets de réforme de l'enseignement dans ce pays.

RELATIONS AVEC LA GRANDE-BRETAGNE

Depuis deux ans, les relations avec la Grande-Bretagne, négligées pendant très longtemps, se sont intensifiées, à l'initiative notamment du groupe de l'Isère (voyages sur l'école ouverte). PEC-National a organisé, en mai 1971, un voyage d'études sur les rapports entre l'université et l'éducation permanente (la Grane-Bretagne bénéficie d'une longue tradition en ce domaine) qui a donné naissance à un groupe de travail qui, depuis, s'est réuni à trois reprises (5 juin et 21 octobre 1971, 21 janvier 1972).

A l'avenir, ces relations seront appelées à se développer encore davantage. Pour préparer les futurs échanges, J. ROVAN, B. SMAGGHE et M. VIGNAL se sont rendus à Londres les 3 et 4 février 1972, et y ont rencontré les responsables de divers organismes : services culturels de l'Ambassade de France, National institute for adult education, services éducatifs de la TV indépendante, Association éducative des travailleurs, services d'éducation permanente de l'université.

En 1970-71 ont été réalisées les activités suivantes :

19 mars 1970 : dîner-débat de PEC-National sur le projet d'université ouverte (open university) avec John ROBINSON de la BBC,

1^{er}-8 novembre 1970 : voyage d'études sur l'école ouverte (community colleges) à Londres, Cambridge, Leicester; 35 participants : enseignants, élus locaux, architectes, sociologues (PEC-Isère et PEC-National),

16-21 mai 1971 : voyage d'études sur l'université et l'éducation parmanente (extra mural departments, open university) à Oxford, Manchester, Glasgow; 32 participants : enseignants, journalistes, animateurs (PEC-National),

16-23 mai 1971 : voyage d'études sur l'école ouverte (PEC-Isère),

1^{er}-10 juin 1971 : voyage d'études sur le troisième âge (PEC-Isère),

9 décembre 1971 : apéritif du formateur avec le Professeur

WEDEL, Directeur du département d'éducation des adultes de l'université de Manchester (PEC-National).

Relations avec d'autres pays

Divers groupes régionaux (Isère, Nord, Corrèze) et PEC-National ont envoyé des groupes d'études ou des délégations en Suisse et en Italie, au Danemark, en Suède et en Yougoslavie. Les échanges avec la Tchécoslovaquie qui avaient connu un essor spectaculaire à partir de 1966, ont été complètement interrompus à partir de 1969 en raison des événements de 1968. Quelques contacts subsistent sur un plan purement individuel. Désireux d'entretenir toujours des relations étroites avec des pays socialistes, le Bureau national sortant a décidé de tenter un effort particulier en direction de la Hongrie.

En dépit de tous nos espoirs, il n'a pas été possible en 1970-1971 de maintenir les relations avec le Québec au niveau d'intensité qu'elles avaient atteint précédemment. L'absence d'aide publique (l'Office franco-québécois se déclarant incompétent et le Ministère des Affaires étrangères n'ayant pas de fonds pour les échanges dans notre domaine) est à la base de cet échec. Nous restons cependant convaincus que le Québec devrait se placer, avec la R.F.A., la Grande-Bretagne et un pays socialiste, au premier rang de nos partenaires internationaux.

Relations avec les institutions internationales

UNESCO

Les relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la Culture passent normalement par la Commission nationale française pour l'UNESCO qui nous associe régulièrement à ses travaux, sans que nous puissions toujours trouver le temps et les hommes nécessaires. Il en est ainsi depuis l'automne 1971, pour la préparation de la III^e Conférence mondiale sur l'éducation des adultes, qui aura lieu à Tokyo en juillet 1972, et les activités de l'Année mondiale de la lecture.

Des contributions, à titre d'experts ou de consultants, sont souvent demandées personnellement par l'UNESCO à des animateurs de Peuple et Culture.

Conseil de l'Europe

Relations d'échanges de publications avec le Comité culturel consultatif. En 1970, notre ami britannique Colin TITMUS, professeur d'éducation des adultes à l'Université de Glasgow, a séjourné plusieurs semaines avec une bourse d'études du Conseil de l'Europe.

Commission des Communautés Européennes

Contacts fréquents avec les services chargés des problèmes de jeunesse et d'éducation populaire.

J.F. CHOSSON a participé en 1971 à une importante rencontre à Bruxelles sur l'éducation des adultes en Europe, organisée sous les auspices de la Commission.

Bureau Européen de l'Education des adultes

Cet organisme de regroupement des organismes privés nationaux met sur pied d'intéressants voyages d'études et des conférences spécialisées. J.F. CHOSSON, Jeanine DELACOTE, Raymond MARIET et Marc VIGNAL ont participé à plusieurs de ces activités.

D'une manière générale, le Bulletin de Peuple et Culture rend compte à nos amis des principales interventions du Mouvement dans le domaine des institutions internationales, où nous sommes sans cesse gênés par le petit nombre de camarades disponibles. Le développement des connaissances linguistiques de base devrait tenir une place centrale dans la formation continue de nos animateurs, permanents ou à temps partiel.

COMITE POUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

Peuple et Culture, membre du Comité pour les Relations internationales des associations françaises de jeunesse et d'éducation populaire a participé essentiellement aux activités de la Commission franco-allemande, qui travaille non seulement sur le plan national, mais aussi en relations avec le Bundesjugendring (Confédérations des associations de jeunesses allemandes). Une politique franco-allemande de l'ensemble des associations des deux pays se dessine ainsi, notamment en ce qui

concerne les rapports avec l'Office franco-allemand pour la jeunesse. Une réunion regroupant des responsables du CRIF et du Bundesjugendring, ainsi que des représentants d'associations au Conseil d'administration de l'OFAJ, s'est tenue à Marly-le-Roi le 17 juin 1971.

A la suite de cette réunion, une Commission CRIF-Bundesjugendring, composée de trois représentants de chacun des organismes de regroupement et distincte de la Commission franco-allemande du CRIF, a été créée. Elle est composée du côté français par Elisabeth BOUREL (Guides de France), Présidente du CRIF, Robert JEAN (CEMEA), Roland MAGER (BILD), Président de la Commission franco-allemande du CRIF.

En ce qui concerne les relations avec la Grande-Bretagne, un colloque s'est tenu à Londres le 8 novembre 1971, au cours duquel une vingtaine d'organisations membres du CRIF ont pu prendre contact avec des homologues britanniques. Le principe d'une commission ad-hoc franco-britannique y a été arrêté. Le CRIF était représenté notamment par son Vice-Président Michel THAUVIN (Foyers Léo-Lagrange).



service administration et finances

Peuple et Culture est maintenant une entreprise d'une certaine ampleur : son service administratif doit gérer, entre parisiens et provinciaux, près d'une quarantaine de collaborateurs à temps plein (quinze parisiens et quinze provinciaux), et à temps

partiel. La gestion des personnels, en application du statut établi en 1967-1968, en application de la législation sociale (qu'il faut appliquer non seulement aux personnes régulièrement rémunérées, mais à tous les collaborateurs occasionnels, même s'ils ne font qu'une prestation par an), constitue ainsi une première et importante tâche du service.

En deuxième lieu, celui-ci gère les affaires financières de l'association. Un budget qui atteint deux millions de francs pour le seul « national » (voir le rapport financier) implique des milliers d'opérations à organiser et à contrôler, une politique prévisionnelle pour pouvoir faire face aux échéances et avant tout à celles des salaires. Assisté du Conseiller financier, la responsable du service met en œuvre dans ce domaine les décisions du Bureau et de la Commission financière. Celle-ci prépare le budget et suit son exécution. Elle se réunit cinq à six fois par an sous la présidence du Trésorier.

L'engagement des grosses dépenses et les transferts d'un chapitre budgétaire à l'autre sont soumis à la signature de ce dernier.

Il appartient également au service administratif et financier de veiller sur le patrimoine matériel du mouvement, d'assurer l'entretien de l'immeuble et du mobilier, ainsi que celui du parc des machines.

Ensuite, et ce n'est pas là sa moindre tâche, ce service organise et contrôle la marche quotidienne de la maison, l'ouverture et la distribution du courrier « arrivée », la dernière lecture du courrier « départ », l'enregistrement de toutes les correspondances; le mouvement des adhérents et abonnements, avec les centaines de lettres de rappel à expédier chaque année est également de sa compétence, ainsi que « l'accueil », la réception, la vente des publications et l'exécution des commandes, la tenue à jour des stocks et bien entendu aussi, l'entretien et le fonctionnement de la machine à photocopier Rank.

Le service administratif et financier est enfin le détenteur et gestionnaire des archives du mouvement, et de par les qualités personnelles de sa responsable, Paulette BORKER, il en est à la fois le cœur et la mémoire vivante.



centre d'études et de programmation

Créé au début de 1969, le CEP a pour mission de faire progresser le sérieux et la rationalité dans la préparation des décisions qui relèvent des instances politiques du mouvement, et notamment dans les décisions relatives au programme. Entre les différentes structures qui interviennent dans l'élaboration et l'exécution d'une activité (commissions et groupes de travail, services, associations régionales, animateurs-instructeurs), le CEP devrait faciliter les communications et les échanges. Ses fonctions dans cette vocation devraient s'appliquer aussi bien à l'oral (information-formation) qu'à l'écrit (documentation-publications). Autour du Directeur Joffre DUMAZEDIER, un Comité du CEP, où siègeraient des personnes émanant de toutes les structures du mouvement et des personnalités amies, devrait orienter les travaux.

Au cours des trois premières années de son existence, le CEP a rendu de grands services à Peuple et Culture. Son influence a été décisive dans les progrès que nous avons réalisés sur la voie d'une programmation plus sérieuse et plus systématique intégrant une attention véritable accordée aussi bien aux associations régionales qu'aux animateurs-instructeurs.

Ses avis ont été recueillis et le plus souvent suivis, non seulement par le Bureau national et le Comité directeur qui ont demandé au CEP des documents de base pour les programmes annuels 1970-1971 et 1971-1972, ainsi que pour la programmation tri-annuelle 1972-1975, mais par les services et les groupes pour telle ou telle activité particulière. Le Directeur du CEP joue un rôle déterminant dans le choix des thèmes des diners-débats. Le CEP a été également un des moteurs du rapprochement des « quatre », notamment sur le plan des publications.

Le progrès de l'attitude plus scientifique et plus rigoureuse au sein du mouvement sont en grande partie son œuvre.

Face à ces constats positifs, il faut cependant indiquer également que l'utilisation du CEP n'est pas encore assez répandue au sein de Peuple et Culture, que de nombreux groupes le laissent de côté, soit qu'ils ne voient pas son utilité, soit qu'ils se méfient d'un pouvoir qui, cependant, n'est jamais que de conseil. Ces difficultés partielles ont fait obstacle jusqu'à présent à l'établissement du Comité du CEP; mais l'absence de cet organe, en laissant notre camarade DUMAZEDIER incarner à peu près seul le CEP, constitue à son tour une nouvelle source de difficultés. Le Bureau national ne croit pas que l'acceptation active du CEP peut être commandée par voix d'autorité à ceux qui ne sont pas encore convaincus. Il ne peut que rappeler qu'il s'agit là d'une instance dont il juge l'existence indispensable et dont le fonctionnement lui paraît extrêmement utile au mouvement tout entier. Il doit donner l'exemple en faisant appel au CEP pour la préparation de toutes ses décisions majeures impliquant un choix en matière de politique culturelle, de contenu ou de méthodes.



service des relations extérieures

La vocation de Peuple et Culture comme mouvement d'action culturelle nécessite de sa part une présence active et critique auprès des organismes où se prennent les décisions intéressant l'éducation et la culture, ainsi qu'une participation régulière aux réunions et organismes de coordination avec les autres mou-

vements. Cela se traduit par la présence des dirigeants à un grand nombre de commissions, séances de travail, réunions, etc., et aussi par la rédaction de nombreux documents, notes, préparations de dossiers, etc., actions qui accaparent des heures précieuses; mais, c'est à ce prix que nous pouvons défendre et faire avancer nos idées dans les principaux secteurs de l'éducation permanente.

Pendant les années 1970 et 1971, l'ensemble des relations extérieures du Mouvement a été coordonné par le Président B. CACERES.

COMITE NATIONAL DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE (CNAJEP)

Le CNAJEP groupe plus de 90 associations ou mouvements d'éducation populaire. Il étudie et essaie de résoudre les problèmes qui se posent en commun aux associations ou mouvements dont il est le porte-parole.

Nous avons publié dans le Bulletin Peuple et Culture (n° 14, novembre 1970) le projet du CNAJEP intitulé : « Propositions pour la création d'un Conseil national du développement culturel et de l'éducation permanente, des conseils d'activités auprès des différents Ministères et autres grands organismes publics compétents en matière éducative et culturelle ».

Lors de l'élection du Haut-Comité de la jeunesse, des sports et des loisirs en 1971, le CNAJEP s'est particulièrement manifesté en insistant sur la vocation d'interministérialité que devrait avoir ce Comité. Il a obtenu des assurances dans ce sens, du Premier Ministre et du Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Ces engagements ont été, au moins partiellement, respectés par la création du Conseil national du développement culturel, en 1971, Conseil que préside notre ami Pierre EMMANUEL.

Le CNAJEP a entrepris en 1970 et 1971 une action auprès du grand public sous forme d'articles de presse, conférences de presse, lettres aux députés et aux sénateurs, édition de documents.

Outre les audiences qu'il a souvent demandé au Ministre de tutelle, Joseph COMITI, pour l'informer des difficultés des associations et mouvements et lui demander d'y porter remède, il a pu obtenir récemment l'organisation d'une journée d'information entre le Ministre des Affaires culturelles, Jacques DUHAMEL accompagné de ses principaux collaborateurs, et les associations groupées dans le CNAJEP. Cette journée qui s'est tenue en octobre 1971, a prévu des échanges que nous espérons fructueux.

Une participation plus active de Peuple et Culture au CNAJEP serait souhaitable. Elle demanderait qu'un temps plus grand soit consacré à ses diverses activités. Peuple et Culture, qui avait joué un rôle important au sein du CNAJEP en 1968 et 1969, n'a pas pu maintenir ce rythme d'engagement ces dernières années. Cependant, B. CACERES et J. GUENEE ont participé à toutes les principales réunions et activités du Comité. L'avenir de celui-ci dépend de l'intérêt que toutes les associations voudront accorder à leur action commune.

La création de Comités régionaux et locaux, analogues du CNAJEP fait encore problème pour certains. Peuple et Culture y est favorable dans la mesure où les conditions spécifiques s'y prêtent.

GROUPES D'ETUDES ET DE RECHERCHE POUR L'EDUCATION DES ADULTES (GEREA)

Le GERE, regroupement spécifique des organismes d'éducation des adultes comprend actuellement une quarantaine d'associations et de mouvements ainsi que des membres à titre personnel. Une partie seulement de ces organismes adhère en même temps au CNAJEP.

Fondé pour assurer la représentation commune du secteur de l'éducation des adultes face aux Pouvoirs publics et dans le domaine international, le GERE a entrepris en outre des activités d'études et de recherche aboutissant à des services communs (un colloque important pour 1970 et plusieurs sessions plus restreintes mais plus intenses en 1971). Il a obtenu en 1971 une Convention avec le Fonds international de la Forma-

tion professionnelle pour quinze groupes de formation d'animateurs dont Peuple et Culture a bénéficié pour un groupe.

Depuis la fin de 1970, Peuple et Culture occupe un siège au Bureau du GERE. Notre représentant J. ROVAN exerce les fonctions de Trésorier du GERE.

HAUT-COMITE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Le Haut-Comité de la jeunesse, des sports et des loisirs dont fait partie notre président B. CACERES élu sur la liste CNAJEP, a tenu sa séance inaugurale le 29 mars 1971, à l'Hôtel Matignon sous la présidence du Premier ministre et en présence de Joseph COMITI, Secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, Président du Haut-Comité. Les principaux extraits des discours d'inauguration et de l'intervention du représentant du CNAJEP ont paru dans le Bulletin de Peuple et Culture.

Depuis le 29 mars 1971, le Haut-Comité de la jeunesse, des sports et des loisirs s'est réuni plusieurs fois en séance plénière et en commissions. Il a eu notamment à donner son avis sur la préparation de la loi d'orientation de l'équipement sportif et socio-éducatif. On regrettera le peu de temps dont ont pu disposer les associations pour étudier ces documents.

Le Haut-Comité se compose d'un Bureau permanent et il est divisé en commissions dans lesquelles nous siégeons régulièrement.

Tout en reconnaissant l'intérêt de l'existence de cet organisme d'études et d'avis dont les conditions de composition et de fonctionnement ont pu être améliorées par les actions de leurs représentants, les associations de jeunesse et d'éducation populaire regrettent le caractère trop étroit du Haut-Comité et le rythme trop espacé des travaux. L'ancien Haut-Comité entre 1960 et 1966 avait pu servir de cadre à une politique de coopération et de concertation entre les mouvements et les pouvoirs publics, dont la continuation n'a pas été assurée alors qu'elle aurait dû se développer et s'intensifier. Tel qu'il est, le Haut-Comité constitue une tribune pour des avis, des observations et des critiques dont nous essayons de nous servir au mieux en accord avec les mouvements du CNAJEP.

CONSEIL SUPERIEUR DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Les élections au Conseil supérieur de l'éducation populaire et des sports ont eu lieu dans la première quinzaine de décembre 1971. Le CNAJEP a présenté une liste de candidats pour la Section « Jeunesse et éducation populaire » qui le concernait. La liste complète a été élue. Jean-François CHOSSON, Vice-Président de Peuple et Culture est le représentant du Mouvement dans cet organisme.

Aucune réunion du Conseil n'a eu lieu.

Nous nous félicitons cependant de voir paraître un organisme dont l'existence, pourtant exigée par la loi, était suspendue depuis de nombreuses années. L'on peut espérer notamment que le Conseil supérieur pourra de nouveau jouer le rôle qui doit être le sien dans la procédure d'attribution des agréments aux associations de jeunesse et d'éducation populaire. Il est, en effet, inadmissible que ces agréments soient attribués, comme cela est depuis longtemps, sous forme d'agréments provisoires, sans l'avis des représentants des associations déjà agréées, qui est prévu par les textes réglementaires.

COMMISSION DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Notre Président, B. CACERES, est un membre élu de cette commission qui se subdivise en plusieurs Comités : comité des Activités culturelles, comité Jeunesse, comité Education, comité Information, dont fait partie J. ROVAN au titre de Culture et Télévision. Chaque Comité a ses séances de travail qui s'ajoutent aux réunions de la Commission nationale.

Nous ne pouvons donner ici la liste de tous les thèmes traités depuis 1969. Beaucoup concernent l'éducation permanente.

Nous ne saurions trop souligner l'importance des travaux de la Commission nationale et de l'UNESCO, tout en regrettant que nos moyens financiers ne nous permettent pas de consacrer plus de temps à l'exploitation de ces travaux et à leur diffusion auprès de nos adhérents.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU LIVRE A NICE

Depuis sa création, Peuple et Culture a participé activement au Festival international du livre (mai 1969, 1970, 1971). Des colloques et débats ont été dirigés ou animés par Joffre DUMAZEDIER, Georges JEAN, Benigno CACERES. Dans le cadre universitaire, Georges JEAN a dirigé des Journées d'Etudes en 1971 sur l'Enfant et la Poésie. Un très beau montage de texte sur l'Enfant et la Poésie a été présenté au Théâtre de Nice, montage mis en scène par le Directeur du Théâtre, Gaby MONNET, également membre de Peuple et Culture. En 1972, nous participerons aux différentes journées de l'Année internationale du livre.

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'EDUCATION PERMANENTE ET L'ACTION CULTURELLE (CREPAC)

Le CREPAC, Centre de Recherche pour l'Education Permanente et l'Action Culturelle, dont la coopérative SCOPCOLOR est l'organe technique de production, a été créé en avril 1968 sous la forme d'une association régie par la loi de 1901, lancée pour assurer face au monopole de l'O.R.T.F. la liberté d'une information multiple. Le CREPAC a pour but de rechercher des formes et des contenus originaux de productions audio-visuelles qui répondent aux exigences modernes d'information et de formation. Des groupes de travail sont chargés :

- de définir le contenu des sujets formant le magazine mensuel d'information « Certifié Exact »,
- d'élaborer des fiches pédagogiques d'accompagnement,
- d'élaborer la forme et le contenu des dossiers filmés.

Le Comité directeur de Peuple et Culture du 16 mars 1969 a décidé l'adhésion de notre mouvement au CREPAC.

Depuis cette date, nous participons au Conseil d'administration et aux travaux des différentes commissions, à côté de la Fédération des Maisons de Jeunes, de la Ligue de l'Enseignement, des Coopératives, de la F.E.N., de la C.G.T., de la C.F.D.T., etc. Nous ne saurions trop insister sur l'importance du Magazine

« Certifié Exact ». Grâce à lui, les Associations et Mouvements de jeunesse et d'éducation populaire ainsi que les syndicats disposent d'un nouvel instrument pour présenter et discuter avec leurs adhérents les grands problèmes de notre temps. Nous souhaitons en particulier que les Groupes régionaux de notre Mouvement s'intègrent le mieux possible dans le réseau de distribution des films et autres productions du CREPAC.



contrats spéciaux avec des services publics

Les ressources traditionnelles : cotisations, abonnements, droits d'inscription aux activités de formation d'une part; subventions annuelles, d'autre part, ne suffisent plus à assurer le développement des activités de Peuple et Culture. Les subventions notamment, plafonnent depuis six ou sept ans; elles ont même subi certaines années, des réductions en chiffres absolus, sans parler de la diminution continue de leur valeur en francs constants ou en pouvoir d'achat.

Par ailleurs, la multiplication des tâches nouvelles d'animation qui surgissent dans la société française ont par conséquence l'apparition de nouvelles formes d'intervention publique et de nouveaux services disposant de moyens nouveaux. Avec ceux-ci comme avec les services publics antérieurement existants, des relations de coopération peuvent s'établir dont Peuple et Culture peut tirer des avantages pour le développement de ses propres activités.

Une politique de contrats s'impose donc aussi bien pour des raisons de contenu que pour des raisons financières. Elle ne

sera cependant admissible que dans la mesure où les activités menées sous contrat resteront cohérentes par rapport aux principes et objectifs généraux qui doivent inspirer l'action de Peuple et Culture; dans la mesure, également, où nous y resterons maîtres du contenu et des orientations; dans la mesure enfin, où ces actions seront menées en accord avec les forces sociales (syndicats, comités d'entreprise, etc.) existant dans le secteur avisé.

Partant de ces principes, nous avons pu en 1971, donner une certaine ampleur à notre politique de contrats.

1

Contrat avec le Centre National d'Information pour la Productivité des Entreprises (C.N.I.P.E.) pour l'élaboration et la publication d'une série de fiches intéressant l'économie rurale et la vie sociale en milieu rural.

Ce contrat prévoit d'ici la fin du printemps 1972, la publication de 5 fiches « rurales » qui sont actuellement en voie de rédaction et qui porteront sur les thèmes suivants :

- Les nouvelles fonctions de l'espace rural,
- L'exploitation familiale face à la société industrielle,
- Parcs naturels régionaux et parcs nationaux,
- L'agriculture face à la politique économique de la CEE,
- Industrie et artisanat en milieu rural.

Le choix des thèmes a été effectué par le groupe de travail rural de PEC; la responsabilité de la rédaction a été confiée à notre camarade J. LAFORGE, professeur d'animation rurale à Toulouse.

2

Contrat pour une action d'animation sur la Côte Aquitaine

Dans le cadre de l'action d'aménagement de la Côte de l'Aquitaine, la Mission interministérielle a demandé à Peuple et Culture d'entreprendre, parallèlement aux organismes d'étude, d'information et d'administration de la Mission, et en toute

indépendance, une action de sensibilisation aux problèmes d'aménagement auprès des populations locales concernées afin qu'elles soient en mesure de préciser et d'exprimer leurs vues sur les actions commandant l'avenir de la région.

Cette action s'adresse à tous les usagers, individuels ou collectifs, privés ou publics, permanents ou saisonniers, intéressés à la promotion d'un tourisme social dont l'inspiration et la finalité s'accordent aux exigences d'un développement culturel démocratique.

A cette fin, Peuple et Culture a délégué depuis le 1^{er} mars 1971, Pierre DAMIENS, animateur socio-culturel, pour mener sur le terrain, cette action.

La première partie du programme a été réalisée en 1971. Elle consistait d'abord en une reconnaissance du milieu local avant la période estivale. Ensuite, au cours de cette période poursuite de la même démarche, sous forme d'actions de sensibilisation aux problèmes d'aménagement de la région, s'adressant aussi bien aux résidents permanents qu'aux estivants. Les enseignements de cette « campagne » ont été réunis et exploités sous forme d'un rapport d'ensemble. Ont été réalisées dans cette orientation, une trentaine de réunions d'information et de discussion.

La seconde partie de la mission se définit par un programme de sessions d'études sur divers thèmes tels que :

- la propriété foncière,
- l'économie régionale et les retombées de l'aménagement,
- tourisme social,
- les techniques de communication,
- la destination des secteurs naturels réservés (interdits à la construction).

Un premier week-end sur le thème « La Protection de la nature » a réuni les 6 et 7 novembre 1971, trente personnes à Sanguinet (Landes).

Une troisième phase, prévue pour l'été 1972, comprendra une université d'été multidisciplinaire sur divers aspects de l'aménagement et de ses « retombées » humaines, ainsi qu'une nouvelle série de réunions d'information et de discussion.

Le Contrat Animation-Aquitaine est placé sous la responsabilité de J. ROVAN avec la collaboration de Jean DUMINY.

3

Contrat pour un Colloque sur l'Entraînement mental

Conclu avec le Ministre de l'Education nationale (Direction de la Formation continue) et dans le cadre des conventions de la formation professionnelle continue, ce contrat a pour objet la préparation et l'organisation d'un colloque d'études et de confrontation sur les divers aspects de l'Entraînement mental et sur les diverses expériences de développement de l'entraînement mental qui ont eu lieu dans le passé et qui sont actuellement engagées. Le colloque doit en principe avoir lieu avant la fin de l'année 1972.

L'exécution du contrat « Colloque Entraînement mental » est placé sous la responsabilité de J.F. CHOSSON.

4

Contrat pour une expérience coordonnée d'autoformation des animateurs régionaux de Peuple et Culture

Ce contrat, conclu également avec le Ministère de l'Education nationale (Direction de la Formation continue) a pour objectif l'organisation de groupes d'autoformation dans les régions de PEC, la coordination de ces expériences ainsi que l'évaluation et la publication des résultats.

Plusieurs week-ends de formation ont eu lieu en 1971, dans le cadre de groupes d'auto-formation déjà mis en place dans le Nord, en Haute-Savoie et dans la Loire. D'autres groupes sont en préparation dans l'Isère et dans la Région parisienne.

Le Contrat « Groupes d'auto-formation » est placé sous la responsabilité de Michel JACQUEY.

5

Contrat d'études sur les fonctions des universités dans l'éducation permanente.

Sous la forme d'une convention conclue avec le Ministère de

l'Education nationale (Direction de la Formation continue), ce contrat prévoit la création d'un groupe de travail permanent, des voyages d'études à l'étranger et en France, la publication et la diffusion de rapports.

Cette activité a été lancée en mars 1971 (voir le chapitre du rapport moral relatif au groupe de travail Universités-Education permanente). Elle est placée sous la responsabilité de J. ROVAN.

6

D'autres contrats portant sur la formation de parents d'élèves, membres des Conseils d'administration des lycées et collèges, et sur la collaboration des enseignants, bibliothécaires, documentalistes et spécialistes de l'audio-visuel en vue d'une transformation de l'enseignement secondaire dans l'esprit de l'éducation des adultes, ont été acceptés en principe par le Ministère de l'Education nationale pour 1972. Leur conclusion est en voie de réalisation.



formation d'animateurs-relais

LE CADRE INSTITUTIONNEL DE CETTE FORMATION

La loi du 16 juillet 1971 (J.O., n° 164, 1972) qui organise la formation professionnelle continue, prévoit (Titre II, articles 4 et 5) la signature de conventions bilatérales qui déterminent le cadre juridique, pédagogique et financier d'actions de formation professionnelle.

Peuple et Culture, à l'initiative d'un groupe de travail réuni sous la responsabilité de Jacques GUENEE, a déposé, en août 1971, un projet de convention avec le Secrétaire d'Etat à la jeunesse, aux sports et aux loisirs.

LE BUT DE CETTE FORMATION

Il s'agit de former sur deux ans, des animateurs conseillers culturels : en effet, une politique culturelle qui veut s'adresser à toute la population française ne peut se passer d'un corps d'animateurs spécialisés susceptibles de comprendre efficacement les inégalités culturelles.

Ces animateurs seront donc plus particulièrement formés pour des tâches de diffusion culturelle.

LA FORME DU STAGE

Dix stagiaires ont été sélectionnés et pris en charge depuis le 1^{er} janvier 1972 (5 d'entre eux étaient en pré-stage depuis le 1^{er} octobre 1971).

Dix nouveaux stagiaires seront sélectionnés en décembre 1972. Ces stagiaires sont rémunérés par le Fond de formation professionnelle.

Ils sont affectés à un poste pratique (20 à 25 heures en poste pratique) et suivent parallèlement une formation théorique, deux jours par semaine.

Les dix postes pratiques occupés actuellement par les stagiaires sont les suivants :

- 2 à la Bibliothèque municipale de Massy,
- 2 au Théâtre 71 à Malakoff,
- 1 au Comité d'établissement Air France à Orly,
- 1 au CREPAC,
- 1 au T.N.P. à Paris,
- 1 au T.O.P. à Issy-les-Moulineaux,
- 1 au Centre culturel de Chelles,
- 1 à la Maison de la Culture de Sceaux.

Les stagiaires doivent présenter chaque mois un compte rendu de leurs activités en poste pratique.

LE CONTENU DE LA FORMATION THEORIQUE

Cette formation comporte, chaque semaine :

- 12 heures de formation générale,
- 4 heures de travaux en groupes ou sorties en groupe,
- 1 heure de compte rendu de lectures personnelles,
- 4 heures de recherches et lectures personnelles.

Les 12 heures hebdomadaires de la formation générale se font sur la base suivante :

Techniques d'expression et de communication

- prise de notes, lecture, documentation,
- expression écrite, en particulier dans le domaine professionnel,
- expression orale, aussi bien l'attitude que l'expression elle-même,
- expression par l'image : langage-image, techniques graphiques et visuelles,
- expression en groupe : techniques de communication.

L'animation culturelle

formation à base de sociologie et d'économie

- 1^{er} trimestre : analyse des différentes forces qui concourent à l'animation culturelle, et du contexte politique dans lequel elles se placent, Etat, associations, partis, syndicats, secteur culturel commercial;
- 2^e trimestre : animation et société post-industrielle;
- 3^e trimestre : que faire au niveau politique, stratégique, tactique, instrumental, en fonction du souhaitable, du possible, du probable, à court, à moyen et à long terme. Dans cette partie de la formation, on insiste particulière-

ment sur la connaissance des publics et des activités à faire passer (marketing culturel) et sur l'analyse des résultats.

Analyse des moyens de communication de masse

En partant des études faites à PEC dans ce domaine, en particulier à propos de la culture vécue, il s'agit de donner aux stagiaires une spécialité commune qui permette cependant l'expression des diverses personnalités.

- 1^{er} trimestre : la presse,
- 2^e trimestre : l'O.R.T.F.

Acquisition des techniques d'analyse qui permettent une meilleure approche des phénomènes et analyse de ces moyens pour pouvoir les utiliser.

Formation de la sensibilité artistique et du pouvoir créateur

Formation sensible de base par le procédé libérateur de l'expression libre — arts plastiques, musique — pour aboutir à : « comment faire une affiche », « comment présenter un tableau en réunion », « comment aller à une exposition ».

Chacune de ces unités est confiée à un animateur « maître d'œuvre », chargé de coordonner l'action de son pool d'animateurs et les activités des stagiaires.

LES DEBOUCHES

Pour ces animateurs-relais, des emplois existent déjà.

Dans les comités d'entreprises, il y a en effet un certain nombre de permanents qui reçoivent des informations sur toutes les manifestations culturelles, qui retiennent des places pour les différents spectacles et qui devraient donc jouer un rôle éducatif indispensable. Faute de formation, cela n'est pas le

cas général, ces permanents se bornent le plus souvent à répondre aux demandes, et sont souvent incapables de conseiller efficacement les membres du personnel.

Dans les maisons de jeunes importantes, des animateurs spécialisés pourraient jouer un rôle identique auprès des adhérents, ce qui existait par exemple à la FFMJC lorsqu'il y avait un service culturel.

Dans les maisons de la culture et dans les centres culturels des postes sont prévus pour des permanents chargés des rapports avec les associations.

Cette expérience répond à l'un des objectifs majeurs de Peuple et Culture : la formation permanente des animateurs. Si les deux premières années s'avèrent positives, elle peut être l'amorce d'un important développement de nos activités. C'est en effet, la première fois que nous abordons ainsi, le domaine de la formation de longue durée.

La mise en œuvre de la formation des animateurs-relais, relève sous la responsabilité de Jacques GUENEE, de Jeannine GRUSELLE, institutrice publique, mise à la disposition de Peuple et Culture, attachée au service Formation.

commission méthodes

La Commission Méthodes qui compte une quinzaine de participants, parisiens et provinciaux, a tenu le 24 janvier 1970 une réunion au cours de laquelle a été étudiée la préparation de journées d'études sur « la productivité intellectuelle », qui devaient se tenir au mois de février 1970.

Le 22 avril 1970, les membres de la Commission ont été appelés à réfléchir sur la préparation de la semaine d'études prévue en février, qui a été reportée au mois de septembre 1970 (Sévrier).

Au mois d'octobre 1970, a commencé une série de week-ends qui se sont poursuivis au cours de l'année 1971. Outre la préparation de la semaine d'études « Formation intellectuelle et méthodes d'expression », les week-ends, qui se sont tenus au Centre horticole d'enseignement et de promotion du Tremblay-sur-Mauldre (78), ont été centrés sur :

10-11 octobre 1970

- Intervention de Laurence CRAYSSAC : « Méthodes d'entraînement à la lecture »;
- Intervention d'Yvette CORMIER : « Langage-image ».

6-7 février 1971

- « La révolution linguistique »,
- « Langage et communication »,
- « Analyse linguistique de textes littéraires et poétiques »,
- « L'analyse linguistique du discours », par Georges JEAN.

23-24 octobre 1971

- Georges JEAN : « Langage et créativité ».



commission lecture

La Commission Lecture dont l'activité était suspendue depuis quelques années, a été remise en route le 24 novembre 1971. Depuis vingt ans, cette commission avait eu à son actif la création et l'animation des stages Lecture dans nos Universités d'été, de très nombreux autres stages et week-ends, l'élaboration et le perfectionnement des modèles de nos fiches de lecture, la rédaction et la publication de 80 de ces fiches. Ces résultats étaient dus pour une bonne part à notre camarade Ginette CACERES qui anima pendant de nombreuses années la Commission Lecture, jusqu'à son départ de la Région parisienne.

Lors de cette réunion de relance, un examen a été fait des 47 fiches épuisées. Les participants ont pris en charge la refonte de 21 d'entre elles.

La rédaction de trois nouvelles fiches a été décidée :

- Les Thibaud,
- Les Temps Modernes,
- Les Enfants de Summerhill.

Une nouvelle forme de fiche a été envisagée sous la forme :
« lecture de... » (lecture de Proust, de Jules Verne...).

Différents stages ont été programmés pour 1972 :

- un stage Bibliothèque-école-documentation à Besançon,
- un stage : le lecteur et sa lecture, à Paris,
- un stage lecture à Annecy.

Le mercredi 19 janvier 1972 s'est tenue une réunion de travail sur la fiche de lecture, afin de préciser le contenu des différentes rubriques.

La Commission souhaite vivement travailler en étroite collaboration avec les responsables régionaux sur les problèmes de lecture.

Animée par Georges JEAN et Benigno CACERES, la nouvelle Commission Lecture a pour responsable Jeannine GRUSELLE.



commission musique activites musicales

La Commission Musique ne figure ici que pour des raisons de symétrie. Elle n'a pas d'existence formelle et ne fonctionne que par réunions amicales. Ses activités, néanmoins, sont loin d'être négligeables :

Les actions de formation menées en 1970-1971 ont été essentiellement de trois sortes :

- séances d'information ou de sensibilisation isolées, faisant ou non partie d'une série,
- stages de longue durée, en général d'une semaine,
- stages dans le cadre des Festivals (consacrés à la musique contemporaine) de Royan et de Donaueschingen.

Dans la mesure où ces actions s'adressaient à des animateurs, trois directions de recherche ont été poursuivies, avec un accent mis sur la musique contemporaine :

- questions strictement musicales (point important mais ne nécessitant pas chez les participants de « culture » préalable, notamment d'ordre technique),
- questions pédagogiques et de méthodes (animation),
- Musique et Société, Musique et Individu.

Depuis 1970, Peuple et Culture a reçu pour ses activités musicales une aide du Ministère des Affaires culturelles (Service de la Musique, de l'Art lyrique et de la Danse). La justification de cette subvention réside dans les activités de formation (stages) et dans les éditions de fiches.

Un texte présentant de façon assez détaillée les stages organisés jusqu'à présent par Peuple et Culture est paru simultanément dans le Bulletin PEC n° 16 (juillet 1971) et dans le n° 6 de la revue « Musique de tous les Temps ».

La responsabilité des activités musicales de Peuple et Culture, aussi bien dans le secteur oral (formation) que dans le domaine écrit, incombe à Marc VIGNAL.

Il serait souhaitable pour l'avenir :

- de publier un plus grand nombre de fiches musicales et d'étendre les thèmes de celles-ci au-delà du domaine de la musique classique,
- de produire un ouvrage sur la pédagogie de l'initiation et de la sensibilisation à la musique,

- de reprendre des actions de formation du type « esthétique de la vie quotidienne » en y intégrant la musique.

RELEVÉ DES ACTIVITÉS MUSICALES (SENSIBILISATION ET FORMATION)

ANNÉE 1970

22-24 janvier : stage à l'Ecole Normale de Montauban pour 32 enseignants en période de recyclage de trois mois (PEC-Midi-Pyrénées et National),

5 février, 5 et 13 mars, 9, 16 et 22 avril, 27 mai et 18 juin : huit séances d'initiation au Foyer socio-éducatif du lycée technique de Montauban (PEC-Midi-Pyrénées),

21-28 mars : stage pour 18 participants dans le cadre du Festival de Royan (PEC-Isère et National),

avril-juin : quatre séances d'initiation pour un groupe de jeunes à la demande du Service départemental jeunesse et sports (PEC-Midi-Pyrénées),

15 avril : séance avec 25 inspecteurs et maîtres des classes de transition et de terminales pratiques en stage à l'INFA (PEC-National),

25 avril : séance pour 55 participants réunis par la Fédération départementale des MJC de la Sarthe (PEC-National),

5 mai : séance à l'Association Mardi-Loisirs de Créteil (PEC-National),

11-18 juillet : stage à Houlgate (PEC-National),

septembre : deux séances au Foyer rural de Castelnaudary (PEC-Midi-Pyrénées),

30 novembre : séance au Comité d'entreprise de la Fédération des Banques Populaires (PEC-National),

15-22 octobre : voyage d'études en Allemagne (PEC-Isère et PEC-National).

ANNEE 1971

22 janvier : séance de musique contemporaine, Bibliothèque municipale de Levallois (50 participants),

2 février : journée sur l'animation musicale, CREP de Vincennes (20 participants),

25 février : musique contemporaine, stage pour des jeunes rurales à Chichiliane (Isère) (40 participants),

2-3 mars : deux journées musique pour les stagiaires de longue durée de la Fédération Léo-Lagrange (15 participants),

24 mars : séance de musique contemporaine au Cercle culturel de Montauban (avant le Festival de Royan),

1^{er} mai : journée musique dans le cadre d'un stage pour jeunes ruraux à Chichiliane (Isère) (20 participants),

27 mai : soirée musique dans le cadre du stage « Organisation du travail personnel des dirigeants » de la C.E.G.O.S. (10 participants),

février-juin : dix séances au Foyer socio-éducatif du lycée technique de Montauban,

février-juin : cinq séances à l'Ecole d'infirmières de Montauban,

30 septembre : soirée de musique contemporaine à l'A.P.P.S. de Grenoble (pour 25 jeunes travailleurs),

4 octobre : soirée d'information sur la Pop'Musique (Paris),

18-19 décembre : week-end de musique contemporaine au Centre Protestant de l'Ouest de Celles-sur-Belle (Deux-Sèvres),

3-10 avril : stage pour 22 personnes dans le cadre du Festival de Royan (PEC-Isère et National),

10-19 juillet : stage à Houlgate (PEC-National),

16-23 octobre : voyage d'études en Allemagne (PEC-Isère et National).



groupe de travail universités et éducation permanente

Fondé au printemps 1971, ce groupe réunit des universitaires et des animateurs d'associations volontaires. Ses participants sont conscients du rôle grandissant que des universités plus autonomes vont jouer dans l'éducation permanente des adultes; ils souhaitent que ces développements se fassent en collaboration avec les associations qui ont, pendant des décennies, lutté à peu près seules pour l'éducation populaire. Coopération et coordination des activités doivent éviter une situation de concurrence qui serait désastreuse pour les deux parties.

Le groupe de travail se réunit tous les deux ou trois mois en session plénière. Il compte actuellement parmi ses membres une vingtaine d'universités. Il a entrepris en mai 1971 un fort intéressant voyage d'études en Grande-Bretagne; il a entrepris sur un autre plan l'étude systématique des différentes fonctions des universités dans l'éducation permanente, la présentation des expériences nouvelles lancées en France et à l'étranger, enfin, l'établissement d'une documentation dont la liste fait objet d'une diffusion mensuelle.

Il est important, pour la place de Peuple et Culture dans l'éducation populaire française, que cette initiative soit partie de notre mouvement et que celui-ci ait pu servir de structure d'accueil à ce nouveau groupe qui organisera en 1972 des voyages d'études en France et à l'étranger, l'accueil de collègues étrangers et des journées d'études spécialisées (méthodes, techniques d'expression, etc.).

La responsabilité du groupe est assurée par Joseph ROVAN.



groupe de travail enseignement et éducation permanente

Le groupe de travail s'est réuni une fois par mois en moyenne. Il est composé d'enseignants du second degré et des non-enseignants intéressés par les problèmes de l'enseignement. C'est un groupe de réflexion critique qui tente d'associer l'imagination créatrice à une réflexion scientifique. Les participants se proposent également de constituer un groupe de pression capable de porter clairement les problèmes devant l'opinion publique.

Thèmes abordés par le groupe :

- rapports de l'école et de la société, la notion de « société éducative », étudiée à partir de l'analyse d'un texte d'ILLICH,
- rapports de l'école et du travail salarié, formules mixtes : travail scolaire-initiation au travail professionnel,
- « faut-il parler du problème des drogues au lycée ? »,
- « deux ou trois cultures », contradiction entre la culture générale enseignée au lycée et la culture vécue,
- les finalités de l'enseignement secondaire,
- les projets officiels de lycées expérimentaux,
- le problème de l'égalité des chances,
- la formation des enseignants de second degré.



commission rurale

La commission rurale s'est réunie une fois par trimestre. Elle est composée de représentants des groupes régionaux Peuple et Culture, de responsables des services nationaux, d'experts et de spécialistes des problèmes ruraux.

Au cours de ses réunions, la commission rurale a étudié et traité divers problèmes :

- élaboration de la programmation des activités de formation en milieu rural,
- préparation de la session inter-régionale rurale et compte rendu de cette session,
- étude du projet d'édition de cinq fiches d'économie rurale que PEC doit élaborer pour remplir le contrat conclu avec le CNIPE,
- étude d'un projet de session de formation des formateurs en milieu rural,
- préparation des journées d'études sur les rapports entre ruraux et urbains qui pourraient être plus particulièrement axées sur les parcs régionaux,
- information sur l'université d'été qui aura lieu en 1972 en Aquitaine sur le thème « l'écologie, l'homme et la nature ».

1

Les associations régionales Peuple et Culture ont pris au cours des années une importance grandissante au sein du mouvement. Leur naissance cependant, avait été lente et leur apparition ne semble pas avoir obéi, pendant longtemps, à des vues systématiques. Plusieurs associations (Basses-Pyrénées, Drôme, Bas-Rhin, Meurthe-et-Moselle, Calvados, Loir-et-Cher) qui ont compté, à un moment donné, parmi les plus nombreuses et les plus solides, ont par la suite totalement disparu, généralement du fait du départ d'un animateur qui en avait été la principale cheville ouvrière. D'autres associations régionales ont vu le jour et continuent à surgir : c'est ainsi que pendant la période que couvre le présent rapport, PEC-Midi-Provence et PEC-Loire-Atlantique sont apparues alors que PEC-Région parisienne renaissait des cendres d'une précédente expérience restée sans succès.

2

A l'heure actuelle, loin de couvrir la totalité du territoire français, les associations régionales Peuple et Culture sont les suivantes :

- Auvergne,
- Isère,
- Limousin (Corrèze),
- Loire,
- Loire-atlantique,
- Midi-Provence,
- Midi-Pyrénées,
- Nord,
- Haute-Normandie,
- Région parisienne,

- Haute-Savoie,
- Vaucluse.

Certaines de ces associations ont effectivement un caractère régional, d'autres ne couvrent en réalité qu'un département, voire la partie d'un département, certains comptent plusieurs centaines d'adhérents, d'autres quelques dizaines seulement.

Dans l'ensemble, les associations régionales totalisent environ les deux tiers des adhérents du mouvement. De même, sur les quelques 200 sessions d'information et de formation qui ont été organisées en 1970 aussi bien qu'en 1971, plus de la moitié sont mises en œuvre par les associations régionales (avec le concours administratif et, bien entendu financier, de l'association nationale) qui participent également avec leurs instructeurs et leurs animateurs à certaines activités de l'association nationale. Au sein du Comité directeur, d'autre part, les élus appartenant aux associations régionales furent 30 sur 53 et au Bureau national, 7 sur 14.

3

Si l'importance de l'apport des associations régionales à l'œuvre commune est donc incontestable, la nature juridique particulière de l'ensemble, résultant d'une évolution de la pratique dont les statuts de 1946 ne rendaient plus compte, ne laisse cependant de soulever quelques gros problèmes.

Les associations régionales robustes, bien implantées, animées par des équipes sérieuses, ont tendance à vivre plus ou moins repliées sur elles-mêmes et les exigences de l'action dans leur région. Leurs adhérents et même leurs cadres connaissent peu l'association nationale et son équipe (c'est-à-dire les parisiens et les autres régionaux), qui apparaît comme une lointaine nébuleuse dispensatrice de fonds mais dont on ne voit pas bien l'utilité au-delà de ce rôle gestionnaire dont on mesure par ailleurs mal les difficultés et les contraintes. Dans certains cas, l'incompréhension ou l'ignorance mutuelles relèvent aussi de problèmes de génération, surtout depuis qu'ont cessé les rencontres annuelles des principaux animateurs du mouvement qui, jusqu'en 1967, avaient assuré dans une certaine mesure, l'intégration successive des « nouveaux » dans une équipe amicale, voire fraternelle. Dans la société de 1972, les motivations liées

à la Résistance qui demeurent si fortes pour les « fondateurs » et les plus anciens, prennent pour certains jeunes des aspects folkloriques.

4

Dans ces conditions, l'apparition au sein du mouvement, de tendances plus ou moins structurées et répondant aussi bien à des divergences idéologiques qu'à des considérations de personnes, apparition qui se relie aux constatations de l'alinéa précédent comme à l'évolution générale de la société française et plus particulièrement de la gauche française, en ses partis, syndicats et autres mouvements, ne pouvait pas rester sans conséquences sur le plan des associations régionales Peuple et Culture. Il y a eu en effet, répartition de la plupart de ces associations entre les « tendances », suivie d'un regroupement, la plupart des associations régionales se mettant d'accord sur la plate-forme soumise à l'Assemblée générale de 1969, alors que trois d'entre elles restaient à l'écart. Sur ces dernières, l'une, tout en exprimant ses réserves, participait au nouveau Comité directeur, alors que les deux autres refusaient toute participation aux instances dirigeantes. Si, sur ces deux associations « oppositionnelles », l'une est revenue par la suite au moins partiellement sur ce refus, la dernière s'y est maintenue et n'a pas de ce fait, pendant deux ans et demi, pris la moindre part aux activités du mouvement dans son ensemble, se refusant notamment, pour des raisons diverses, à conclure avec l'association nationale une convention de coopération réglant les prestations mutuelles qui lui avait été proposée comme aux autres régions.

5

Une telle situation ne saurait se prolonger indéfiniment. L'indépendance politique totale des associations régionales n'était concevable et supportable que dans la mesure où la cohésion interne de PEC évitait la constitution des divergences d'opinion en « tendances » et assurait l'application par tous des décisions communes. Cette situation est dépassée dès lors que des associations régionales appliquent des politiques différentes de celles qui ont été choisies par les instances dirigeantes démo-

cratiquement élues, ou s'abstiennent de toute participation à la vie commune du mouvement, s'efforçant même à bien faire apparaître, vis-à-vis de tiers, leur refus d'être confondues avec le mouvement dont elles continuent à porter le nom.

Dès lors, il devenait nécessaire d'assurer par une réforme des statuts qu'à l'emprise légitime des associations régionales corresponde une certaine emprise non moins légitime du mouvement sur les associations-membres. C'est ce que se propose de réaliser le projet de réforme des statuts dans un sens confédéral, qui est soumis à la prochaine Assemblée générale.

6

Ainsi, dans l'équilibre rétabli, le développement des associations régionales PEC pourra se poursuivre efficacement avec, pour perspective limite, la création d'une telle association dans chacune des régions françaises, avec son équipe d'animation et au moins un animateur permanent.

7

Soulignons enfin, qu'à côté des relations Paris-Province (association nationale — associations régionales) nous avons vu ces dernières années se développer les échanges et les accords de coopération entre associations régionales dont les activités et les moyens sont souvent complémentaires. De telles relations trans-régionales sont d'une grande utilité au mouvement tout entier et mériteraient d'être soutenues, et multipliées.

8

Il n'est point nécessaire d'insister, à ce propos, sur l'inégal développement des associations régionales, dont certaines sont puissantes et d'autres encore très modestes. Cette inégalité se reflète sur le plan des ressources. Certaines comptent par centaines de milliers de F. et d'autres par centaines de F. Toutes ensemble, elles ont un « chiffre d'affaires » qui, compte tenu des doubles emplois (fonds requis par le national et virés aux régions) doit être voisin de 50 voire 60 % du budget national (environ 2 millions de F. en 1971). La coordination de ces moyens et l'organisation d'une entraide inter-régionale ont fait quelques progrès depuis 1969, mais des améliorations importantes peuvent être obtenues dans ce domaine.

le regroupement à quatre

culture et liberté (cco, mlo, adels)
fédération nationale léo lagrange
fédération nationale des foyers ruraux
peuple et culture

Il faut rappeler ici l'initiative capitale prise par ces quatre associations en été 1970 quand elles ont décidé de coordonner et d'unir leurs efforts.

Depuis la mise en route de notre coopération, nous avons déjà réalisé un certain nombre d'actions :

- publication d'un catalogue commun de publications;
- publication d'une brochure intitulée « L'action socio-culturelle des communes »;
- séances régulières de coordination sur les principaux domaines de notre action : formation, finances, activités internationales, etc...;
- étude d'un projet de service d'édition commun aux quatre associations;
- coordination au niveau de la représentation des quatre mouvements dans divers organismes ou comités;
- organisation de deux réunions plénières des instances dirigeantes des « quatre »;
- présentation commune de nos demandes de subvention à la Caisse nationale d'allocations familiales.

Nous espérons que 1972 nous permettra de poursuivre cette politique commune et de coordonner nos actions avec une efficacité encore plus grande.

La coordination à quatre, à trois ou à deux (les « quatre » n'existent pas dans toutes les régions) s'étend peu à peu au niveau régional. D'excellentes relations se sont déjà établies dans le Nord, dans la région Midi-Pyrénées, dans l'Isère, etc. Sur ce plan aussi, nous souhaitons que le regroupement progresse rapidement.

rapport financier 1969-1971

1

Au cours de l'Assemblée générale des 18-19 mars 1972, les résultats des trois années budgétaires seront soumis à l'approbation des adhérents de Peuple et Culture :

- les résultats de l'année 1969 qui n'étaient pas établis définitivement lors de la précédente Assemblée générale des 8 et 9 novembre 1969,
- les résultats de l'année 1970,
- les résultats de l'année 1971.

Toutefois, à l'heure où le présent document est envoyé à l'impression, ces derniers résultats ne sont pas encore connus dans leur version définitive. Celle-ci sera communiquée aux participants au début de l'Assemblée générale des 18-19 mars 1972. En attendant, l'on fera figurer ci-dessous les résultats approximatifs établis le 15 décembre 1971.

2

Comme le montrent les documents ci-joints (tableau préalable à l'établissement des comptes d'exploitation), le chiffre d'affaires de 1969 s'est élevé à 1 302 984 F, incorporant un déficit de 73 917,10 F. Le chiffre d'affaires de 1970 s'est élevé à 1 318 610,27 F, intégrant un déficit de 128 034,46 F; le chiffre d'affaires pour 1971 s'élève à 1 808 058 F, incorporant un excédent de 29 430,51 F.

3

Ces chiffres débouchent sur les constatations suivantes :

- Durant ces trois exercices, le volant des activités de Peuple et Culture a progressé de 1 303 000 F à 1 808 058 F. Cette croissance de 505 058 F en chiffres bruts représente un progrès de près de 40 %. Une partie de cette progression n'a pu être compensée par des recettes. En 1969 et en 1970, la gestion a été déficitaire de 201 951 F (c'est-à-dire qu'un tiers environ de la progression a été financée par le « déficit »). Les instances dirigeantes du Mouvement constatant

que cette situation était due essentiellement à la baisse de l'aide de l'Etat en chiffres absolus et, plus encore en chiffres relatifs, a accepté la création de ce déficit sous condition de la limiter à deux exercices et en souhaitant qu'il puisse être résorbé lentement au cours des exercices suivants. En 1971, le résultat s'établit effectivement en renversement de tendance avec un excédent relativement important.

- En prenant pour point de départ l'exercice 1957 où notre « chiffre d'affaires » plafonnait à 80 000 F, la progression représenterait une multiplication par 23. Elle reste considérable même si l'on s'efforce de tenir compte de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie.

4

Le déficit des années 1969 et 1970 est dû essentiellement :

- à la diminution de l'aide qui nous a été accordée par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports,
- à la décision du Comité directeur et du Bureau national de maintenir, en dépit de cette diminution, le rythme d'expansion et de croissance du Mouvement.

L'année 1971, en faisant constater un renversement de tendance, justifie les décisions prises à cette époque. Une décision contraire aurait fait dépendre la vie de Peuple et Culture des décisions politiques de l'administration.

Pour évaluer correctement la situation financière du Mouvement, il convient, en outre, de tenir compte des résultats positifs des exercices antérieurs qui s'inscrivent en diminution du déficit, de même que l'excédent prévisionnel de 1971.

5

L'équilibre ayant été rétabli en 1971 et un excédent ayant été réalisé, il peut paraître raisonnable d'escompter pour 1972 un nouvel excédent qui permettrait de diminuer encore le déficit des exercices 1969-70.

L'ensemble de la politique budgétaire pratiquée en 1969-70-71 et les prévisions pour 1972 s'inscrivent dans une vision de progression et de développement. Seule l'expansion permet de faire des réserves et des amortissements de la dette accumulée. Une réduction des activités et des dépenses entraînerait une réduction encore plus considérable des recettes. Notre gestion financière a été résolument marquée par une option d'expansion par rapport à laquelle il n'existe, pas plus que pour la macro-société, une solution de rechange susceptible de bénéficier du consensus social indispensable.

L'examen des comptes provisoires de 1971 nous montre que l'auto-financement reste relativement faible à Peuple et Culture, en comparaison avec les recettes provenant des subventions ou de contrats avec des services publics.

L'ensemble des « produits » provenant de nos activités propres s'élève, en effet, à 416 500 F, laissant aux ressources provenant des services publics 1 383 000 F. Sur cette dernière somme, 675 000 F (un peu plus d'un tiers) proviennent directement ou indirectement du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

Cette situation traduit les résultats positifs d'une diversification de nos ressources qui reste cependant largement tributaire des pouvoirs publics, tout en s'inspirant de la variété des politiques pratiquées par ceux-ci.

Les document soumis à l'Assemblée générale ne traduisent que la situation budgétaire. Du point de vue de la trésorerie, les choses se présentent d'une manière beaucoup plus préoccupante. D'une part, en effet, l'absence de capitaux, qui caractérise la plupart des associations culturelles selon la loi de 1901, a pour conséquence que les déficits des exercices se traduisent, en fait, par des dépassements de crédits bancaires qui ont tendance à s'institutionnaliser, tout en entraînant des agios élevés de l'ordre de 12 %.

Par ailleurs, le fait que nos ressources proviennent à plus de

80 % des Pouvoirs publics nous rend dépendants des modes de paiement imposés par ceux-ci, c'est-à-dire de retards qui ont tendance à s'élargir et sont aujourd'hui de l'ordre de six à neuf mois. L'association se trouve ainsi contrainte de fonctionner comme banquier des Pouvoirs publics, ce qu'elle ne peut faire qu'en recourant à nouveau aux crédits bancaires.

Les retards des Pouvoirs publics se transforment ainsi à notre détriment en agios bancaires que nous sommes obligés de verser aux banques sur nos produits (15 000 F environ en 1971).

Cette situation doublement malsaine nous oriente vers la recherche :

- de conditions d'emprunt plus favorables,
- de la constitution d'un capital de réserve qui ne peut évidemment pas être prélevé sur nos produits courants.

Ces problèmes ne sont pas particuliers à Peuple et Culture et demanderaient une prise en considération au niveau d'une politique d'ensemble des Pouvoirs publics face aux agents volontaires à but non lucratif intervenant dans l'éducation permanente et dans l'action culturelle (constitution de capitaux de réserve en faveur des associations volontaires, réduction des taux d'agios à verser aux banques).

9

Le rapport financier présenté à l'Assemblée générale des 18-19 mars 1972 ne rend compte que de la situation de l'association nationale Peuple et Culture.

Elle n'incorpore pas les bilans des associations régionales, dont certaines sont d'une ampleur nullement négligeable.

Un bilan intégré par l'ensemble du Mouvement aboutirait sans doute à un chiffre d'affaires plus élevé (de 3 000 000 F au moins), mais laisserait apparaître une situation générale de même nature que celle de l'association nationale.

Les régions, en effet, financent, pour une très large partie, leurs activités à partir des ressources obtenues par le « National », tout en fonctionnant souvent à leur tour comme banquier de ce dernier (ce qui entraîne pour elles le même problème des dépassements bancaires et des agios).

Les responsables financiers du National et des régions, étudient actuellement les avantages et les inconvénients d'une solution d'intégration qui consisterait à concentrer toutes nos opérations en une seule institution bancaire. Les avantages techniques d'une telle solution ne sont pas évidentes, et une amélioration fondamentale des déséquilibres actuels ne pourra provenir que d'un changement de politique au niveau de l'Etat. Peuple et Culture se refusant pour des raisons de principe à se transformer en organisme de prestations de services fonctionnant sur des critères de rentabilité financière, il n'est pas possible, cependant, d'un autre côté, de subordonner nos actions aux seuls critères d'un équilibre budgétaire, voire de trésorerie, qui sacrifierait les activités au service des milieux défavorisés, à des considérations d'orthodoxie financière.

10

En conclusion, nous dirons qu'entre 1969 et 1971, la politique financière du Mouvement s'est placée délibérément, au service des objectifs culturels de notre action, dans une perspective de développement et d'expansion. Ce faisant, nous avons accepté des risques que l'on ne peut pas accumuler au-delà d'un certain seuil (d'où la politique d'équilibre et d'excédents réalisés en 1971). Inversement, une politique d'équilibre et de rentabilité ne saurait être pratiquée au détriment du respect de nos objectifs et de nos principes. Assurant un service public délégué (qui ne peut être assumé actuellement en totalité par l'Etat et les collectivités locales), les associations volontaires se trouvent placées par nature dans une situation complexe où leur avenir dépend dans une large mesure de la volonté et de la capacité de l'Etat de respecter les engagements tacites qui nous lient à lui. Tout en affirmant leur volonté d'autonomie, les associations dépendent largement de l'évolution de la politique de l'Etat dans le domaine qui les concerne.

Cette dépendance, qui se traduit pour elles en responsabilité politique, ne les dispense nullement de pratiquer, dans la situation actuelle, une politique financière à la fois audacieuse et prudente. Le Bureau national sortant ayant conscience d'avoir pratiqué une telle politique demande à l'Assemblée générale de lui en donner quitus.

RESULTATS DEFINITIFS DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 1969

DEPENSES, CHARGES	
Comité directeur	16 215,94
Bureau national	14 879,91
Assemblée générale	22 093,75
Régions	27 822,10
Relations extérieures	13 902,55
Service aux adhérents	45 446,18
Fonctionnement général (dont Expert-comptable et Rank)	152 411,00
Dépenses en capital	28 000,00
Impôts	3 874,00
Traitements et Charges	527 806,84
FONJEP, Cotisations	1 100,00
Editions	25 381,96
Documentation	580,39
Diffusion	12 303,80
Librairie	5 412,49
Universités et divers	19 078,93
Congés culturels	115 200,00
P.C.A. (Promotion collective agricole) (avec reliquat 1967-68)	151 792,16
Prestations extérieures	20 258,83
O.F.A.J. (Office franco-allemand pour la jeunesse)	43 738,60
Activités internationales	10 388,95
Centre d'études et de programmation ..	45 295,92
Total	1 302 984,30

RECETTES, PRODUITS

Cotisations	57 304,45
Editions	39 231,00
Jeunesse et Sports	314 000,00
FONJEP	84 684,98
Congés culturels	144 150,00
P.C.A. (Promotion collective agricole) ..	253 017,77
C.N.A.F. (Allocations familiales)	93 500,00
Affaires étrangères	5 000,00
Régions FONJEP	59 405,49
Prestations extérieures	21 335,76
O.F.A.J. (Office franco-allemand pour la jeunesse)	64 836,30
Activités internationales	18 080,00
Universités et divers	57 521,45
Culture et Développement	17 000,00
Sous-total	1 229 067,20
Déficit de gestion	73 917,10
Total	1 302 984,30

RESULTATS DEFINITIFS DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 1970

DEPENSES, CHARGES

Comité directeur	10 176,70
Bureau national	15 877,80
Régions	20 508,67
Relations extérieures	14 010,11
Service aux adhérents	36 382,91
Fonctionnement général (dont Rank) ...	107 123,39
Dépenses en capital	27 000,00
Impôts	3 761,00
Traitements et Charges	569 038,09
FONJEP, Cotisations	1 200,00
Editions	12 349,69
Documentation	5 662,88
Diffusion	3 840,25
Librairie	5 809,48
Universités	26 286,37
Congés culturels (dont 30 960,00 de reliquat de 1969)	199 500,00
P.C.A. (Promotion collective agricole) ..	93 786,59
Prestations extérieures	17 787,40
O.F.A.J. (Office franco-allemand pour la jeunesse)	91 737,09
Activités internationales	807,00
Centre d'études et programmation	34 023,55
Commission Méthodes	1 777,26
Recyclage des permanents	2 911,60
Dîners-débats	12 745,82
Calendrier des activités	4 506,62
(imprimerie)	
Total	1 318 610,27

RECETTES, PRODUITS

Cotisations	35 452,16
Editions	41 209,33
Jeunesse et Sports	240 000,00
FONJEP	96 120,00
Congés culturels	175 400,00
P.C.A. (Promotion collective agricole) ..	174 120,00
C.N.A.F. (Allocations familiales)	90 000,00
Affaires étrangères	4 500,00
Régions FONJEP	71 751,37
Prestations extérieures	40 757,64
O.F.A.J. (Office franco-allemand pour la jeunesse)	111 789,00
Activités internationales	1 118,00
Universités	29 996,02
Dîners-débats	7 535,20
Culture et Développement	23 260,33
Remboursement Rank	8 118,04
Questions musicales	10 000,00
Affaires culturelles	
Organismes divers	
C.N.A.F. Equipement	10 882,00
Sous-total	1 190 575,81
Déficit	128 034,46
Total	1 318 610,27

RESULTATS DEFINITIFS DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 1971

DEPENSES, CHARGES	
Comité directeur	13 179,80
Bureau national	17 598,15
Régions	17 888,50
Relations extérieures	13 032,10
Service aux adhérents	64 115,77
Fonctionnement général	105 634,19
Dépenses pour grosses réparations	20 118,34
Frais bancaires	12 349,37
Dépenses en capital	26 000,00
Impôts	3 825,00
Traitements et Charges	608 505,16
FONJEP, Cotisations	1 616,00
Editions	31 392,99
Documentation	3 060,16
Diffusion	6 468,25
Librairie	9 098,88
Congés culturels	266 052,00
P.C.A. (Promotion collective agricole)	106 802,33
O.F.A.J. (Office franco-allemand pour la jeunesse)	115 697,00
Centre d'études et de programmation	33 340,35
Activités internationales	24 155,83
Centre documentation inter-associations	12 063,51
Rank Xerox	30 392,49
Calendrier des activités	5 358,00
Recyclage des permanents	4 076,10
Aquitaine	92 680,31
Dîners-débats	14 424,67
Commission Méthodes	3 157,50
Formation continue	1 958,00
Colloque entraînement mental	3 180,60
Comptes rendus des dîners-débats	5 638,50
Animateurs-relais	16 546,83
Formation professionnelle continue	7 581,00
Groupe Enseignement	51,98
Colloque politique culturelle	5 074,00
Sous-total	1 778 628,13
Excédent	29 430,51
Total	1 808 058,64

RECETTES, PRODUITS

Cotisations	51 245,63
Editions	41 180,47
Jeunesse et Sports	259 000,00
FONJEP	101 016,00
C.N.A.F.	115 200,00
C.N.A.F. (équipement chauffage)	15 000,00
Affaires culturelles	10 000,00
G.E.R.E.A.	7 200,00
Participation aux traitements	144 786,89
Fiches techniques (C.N.I.P.E.)	16 500,00
Abonnements spécialisés	1 179,00
Ambassade Allemagne (fiches)	3 000,00
Universités	74 216,00
Congés culturels	315 000,00
P.C.A. (Promotion collective agricole)	181 260,00
Prestations extérieures	44 462,19
O.F.A.J. (Office franco-allemand pour la jeunesse)	149 493,00
Activités internationales	40 320,60
Affaires étrangères	4 850,00
Inter-association (C.N.A.F.)	23 812,00
Rank remboursement	14 573,48
Culture et Développement	11 258,28
Participation frais généraux	5 000,00
Aquitaine	130 000,00
Diners-débats	5 843,10
Formation continue	6 000,00
Colloque entraînement mental	7 500,00
Abonnements diners-débats	1 562,00
Animateurs-relais	27 600,00

Total	1 808 058,64
--------------------	---------------------

PEUPLE ET CULTURE, 27, Rue Cassette - Paris-VI°
Revue d'Education Populaire

Directeur Gérant : J. Dumazedier

Rédacteur en Chef : B. Cacères

© Copyright Peuple et Culture.

Tous droits de reproduction réservés

Com. Parit. 33.096

DÉPÔT LÉGAL : 1^{er} TRIMESTRE 1972

Imprimerie Hermel, 49, rue Hermel — Paris-18°